

COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE
CEMAC

RAPPORT D'EXECUTION DE
LA SURVEILLANCE MULTILATERALE
POUR L'ANNEE 2005 ET PERSPECTIVES POUR 2006

Juillet 2006

TABLE DES MATIERES

<u>RESUME.....</u>	<u>4</u>
<u>INTRODUCTION</u>	<u>6</u>
<u>1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL.....</u>	<u>7</u>
<u>2. EVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC).....</u>	<u>13</u>
2.1 SECTEUR RÉEL.....	14
2.2 PRIX.....	16
2.3 FINANCES PUBLIQUES.....	16
2.4 BALANCE DES PAIEMENTS.....	17
2.5 MONNAIE.....	19
2.6 ASSURANCES.....	19
2.7 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNAUTÉ EN 2006.....	20
2.8 SITUATION SOCIALE.....	21
<u>3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTÉ.....</u>	<u>23</u>
3.1 CRITÈRES DE CONVERGENCE	24
3.2 INDICATEURS DE SURVEILLANCE MULTILATÉRALE.....	27
<u>4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES.....</u>	<u>33</u>
<u>5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE.....</u>	<u>38</u>
<u>ANNEXE 1 : SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PAYS MEMBRES.....</u>	<u>42</u>
1. CAMEROUN	43
2. CENTRAFRIQUE.....	45
3. CONGO.....	49
4. GABON.....	52
5. GUINEE EQUATORIALE	55
6. TCHAD.....	58
<u>ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES.....</u>	<u>62</u>

1.

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1.: EVOLUTION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE 2001-2006	28
TABLEAU 2 : EVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS DE SURVEILLANCE 2001-2005.....	29
TABLEAU 3 : VUE SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATÉRALE DANS LA CEMAC AU 31 DÉCEMBRE 2005.....	31
TABLEAU 4 : VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : PIB ET PRIX À LA CONSOMMATION.....	63
TABLEAU 5 : EVOLUTION DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES.....	63
TABLEAU 6 : CEMAC : PRODUIT INTÉRIEUR BRUT.....	64
TABLEAU 7 : CEMAC : RESSOURCES ET EMPLOIS	65
TABLEAU 8 : CEMAC : INFLATION (MOYENNE ANNUELLE, EN POURCENTAGE).....	67
TABLEAU 9 : CEMAC : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES ETATS.....	67
TABLEAU 10 : CEMAC: BALANCE DES PAIEMENTS.....	67
TABLEAU 11 : CEMAC : SITUATION MONÉTAIRE.....	68
TABLEAU 12 : CEMAC : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	69
TABLEAU 13 : CAMEROUN : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	70
TABLEAU 14 : CENTRAFRIQUE : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	71
TABLEAU 15 : CONGO : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	72
TABLEAU 16 : GABON : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	73
TABLEAU 17 : GUINEE EQUATORIALE : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	74
TABLEAU 18 : TCHAD : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	75
TABLEAU 19 : CEMAC : PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR.....	76
TABLEAU 20 : CEMAC : RESSOURCES ET EMPLOIS.....	77

RESUME

La situation économique mondiale s'est caractérisée en 2005 par une croissance relativement forte, une inflation modérée, et un approfondissement des déséquilibres. Sur les marchés monétaires et financiers, les taux d'intérêt de long terme sont restés relativement bas. Le dollar s'est légèrement apprécié par rapport à l'euro. Les prévisions pour 2006 suggèrent une stabilité du taux de croissance de l'économie mondiale à 4,9 %.

C'est dans cet environnement international relativement favorable que s'inscrivent les activités économiques et financières de la Communauté pour l'année 2005. Celles-ci ont connu une croissance économique soutenue, bien qu'en repli par rapport à 2004, une situation budgétaire renforcée, une consolidation de la monnaie commune, des tensions inflationnistes contenues et une amélioration du solde du compte courant.

En effet, le taux de croissance économique a atteint 3,9 % en 2005 contre 6,4 % un an auparavant, tirée notamment par la consommation privée, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 1,4 %. La variation de l'indice des prix à la consommation des ménages s'est établie à 2,9 % en moyenne annuelle contre 0,4 % au 31 décembre 2004. Dans le domaine des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, s'est situé à 8,1 % du PIB contre 3,1 % du PIB en 2004.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) des Etats membres, s'est fortement réduit en 2005, revenant de 3,7 % du PIB en 2004 à 1,2 % du PIB.

De son côté, la situation monétaire s'est consolidée, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 86,6 % en décembre 2005 contre 73,8 % un an plus tôt.

Ces résultats macroéconomiques favorables n'ont pas encore eu d'impact significatif sur les indicateurs socio-économiques. Sur le plan social, un premier groupe de pays s'atèle à l'évaluation de leur DSRP à travers les rapports d'étape, alors qu'un deuxième groupe a engagé la rédaction d'une version intérimaire.

Pour 2006, les prévisions économiques communautaires demeurent soutenues, avec un taux de croissance réelle de l'ordre de 4,4 %, conduisant à une progression du revenu réel par habitant de 1,9 %. Le taux d'inflation atteindrait 3,0 %.

Le Cameroun a finalisé son programme triennal de convergence, celui du Gabon est en cours et le Congo vient de transmettre son projet pour observation. Aussi, les autres pays sont-ils invités à leur emboîter le pas. En attendant la production de ces programmes, les résultats de la surveillance multilatérale dans la Communauté en 2005 font ressortir que deux pays sur six ont respecté les quatre critères de la surveillance multilatérale (Cameroun et Gabon). La Guinée Equatoriale a observé trois critères sur quatre. Le Congo et le Tchad ont satisfait à deux critères sur quatre, et la Centrafrique un seul. Les données agrégées pour la Communauté font apparaître que les critères du solde budgétaire de base, du taux d'inflation et du taux d'endettement public ont été respectés.

La revue annuelle du FMI auprès des institutions de la CEMAC s'est déroulée à Yaoundé du 3 au 7 avril 2006 avec la participation de la Banque Mondiale. Cette mission régionale complète les consultations annuelles au titre de l'article IV, conduites avec chaque pays membre de la CEMAC. Au niveau des Etats, le **Cameroun** a accédé au point d'achèvement de l'initiative PPTTE les 27 et 28 avril 2006 pour la BM et le FMI respectivement. La **République Centrafricaine** bénéficie d'un deuxième programme post-conflit dans la perspective de la mise en place d'un programme FRPC. Le **Congo**, a atteint le point de

décision de l'initiative PPTTE le 8 mars 2006. Pour le **Gabon**, le Conseil d'administration du FMI a examiné en juin 2006 le rapport de consultation de l'article IV au titre de l'année 2006. Le dialogue entre la **Guinée Equatoriale** et le FMI s'est intensifié mais la mise en place d'un programme n'est pas d'actualité. Toutefois, un accord de service a été signé avec le Fonds et deux experts résidents sont en activité depuis le mois de juin 2006. Enfin, pour le **Tchad**, la revue du programme de 2005 appuyé par la FRPC n'a pas été concluante.

En définitive, les Etats sont invités dans le cadre de leurs programmes économiques respectifs à poursuivre la transparence dans la gestion de l'économie ainsi que l'assainissement des finances publiques, et à mettre en œuvre une stratégie de diversification afin de réduire la pauvreté et de s'acheminer vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

INTRODUCTION

Le présent document constitue le onzième rapport d'exécution de la surveillance multilatérale dans la Communauté. Il s'articule autour de l'analyse de la situation économique, financière et sociale de la Communauté et de celle des Etats membres pour la période 2005 et, sur cette base, fournit des indications prévisionnelles pour l'année 2006.

Cette analyse débouche sur l'appréciation de la convergence et de la conformité aux grandes orientations de politiques économiques et à la discipline communautaire.

S'agissant de l'état de la convergence, le rapport s'appuie sur les critères et indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale. Le Cameroun a finalisé son programme triennal de convergence, celui du Gabon est en cours et le Congo vient de transmettre son projet pour observation. Les autres pays devront emboîter le pas pour mettre à la disposition du SE/CEMAC leur projet des PTC.

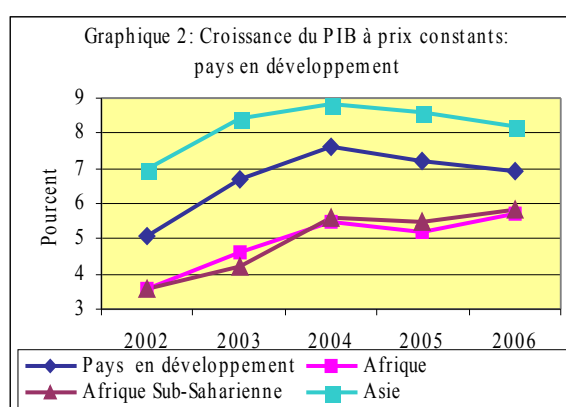
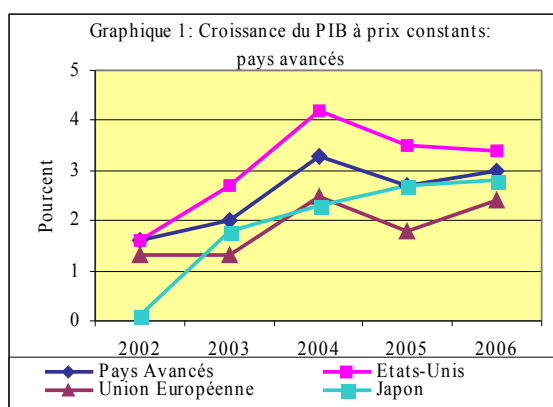
Ainsi, la première partie de ce rapport décrit les faits et événements économiques et financiers survenus au niveau de l'environnement international au cours de la période 2005. La situation économique et financière de la Communauté est décrite à la deuxième partie. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque Etat au regard des critères de convergence. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale. Enfin, la dernière partie du rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques. L'annexe 1 présente la situation économique et financière de chaque Etat membre et l'annexe 2 fournit des statistiques économiques sur la Communauté et chacun des Etats membres.

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

La situation économique mondiale s'est caractérisée en 2005 par une croissance relativement forte, une inflation modérée, et un approfondissement des déséquilibres. Sur les marchés monétaires et financiers, les taux d'intérêt de long terme sont restés relativement bas. Le dollar s'est légèrement apprécié par rapport à l'euro.

1.1 Croissance économique

Pour l'année 2005, les performances économiques mondiales ont dépassé les prévisions. En dépit des prix élevés du pétrole et des catastrophes naturelles, l'économie mondiale a cru au taux de 4,8 %, en léger retrait par rapport à son niveau de 2004 qui était de 5,3 %. Les prévisions suggèrent une quasi-stabilité du taux de croissance de l'économie mondiale à 4,9 % pour 2006. Comme en 2004, les performances économiques de 2005 sont contrastées dans la plupart des pays ou régions.



Aux **Etats-Unis**, l'activité économique continue d'être soutenue par l'amélioration des conditions du marché du travail et du marché financier, ainsi que par la hausse des prix de l'immobilier, et ce malgré les dégâts causés par les ouragans. Elle s'est soldée par un taux de croissance de 3,5 % en 2005, contre 4,2 % en 2004. Le déficit du compte courant des Etats-Unis (6,4% du PIB en 2005 contre 5,7 % un an plus tôt) continue d'augmenter, reflétant le déséquilibre global de l'épargne et de l'investissement qui permet à ce pays de connaître une croissance relativement plus forte que celle des autres économies avancées, et de continuer à enregistrer des déficits publics importants. Les prévisions pour 2006 dégagent une croissance stable, soutenue par les investissements. Le déficit du compte courant quant à lui se stabiliserait en pourcentage du PIB au niveau élevé observé en 2005.

Au Japon, l'activité économique est restée relativement forte en 2005, en liaison avec une augmentation de la demande finale privée, impulsée par la bonne tenue du marché du travail, l'amélioration de l'investissement privé, lui-même soutenu par la forte rentabilité des entreprises. Le taux de croissance annuel s'est établi à 2,7 % en 2005, soit 0,4 point de plus que celui d'il y a un an (2,3 %). Les efforts consentis dans les années récentes dans le secteur des entreprises et des banques ont commencé à porter leurs fruits. Le volume des crédits non remboursés a diminué de plus de moitié dans la majorité des banques, la dette des entreprises a baissé, le rendement des avoirs des banques et entreprises a augmenté. Les prévisions pour 2006 resteraient dans la tendance haussière, avec un taux de croissance réelle de 2,8 %.

Dans la **zone Euro**, la timide reprise de l'activité économique observée en 2004 ne s'est pas consolidée dans le temps. La croissance économique s'est établie à 1,3 % en 2005 contre 2,1 % en 2004, particulièrement en liaison avec le ralentissement de l'activité en Italie (croissance zéro), la faiblesse de la demande finale intérieure dans des pays telle l'Allemagne, et la sensibilité de la zone aux chocs extérieurs, notamment la hausse des prix

du pétrole. Une forte diversité est observée quant à la contribution du secteur extérieur à la croissance économique des trois grands pays membres : alors qu'en Allemagne les exportations nettes ont soutenu nettement la croissance, celles-ci ont affecté négativement la croissance réelle en Italie et en France. Les autorités monétaires prennent de plus en plus note depuis quelques temps de l'existence d'une vive hausse des prix immobiliers, notamment en liaison avec la faiblesse des taux d'intérêt à long terme comme des taux directeurs à court terme.

Les prévisions pour 2006 suggèrent un taux de croissance de 2,0 %. Le manque de dynamisme interne de la zone continue de l'exposer aux chocs exogènes, notamment la flambée des prix du pétrole. Par ailleurs, il faut noter le risque d'appréciation de l'euro qui pèserait sur la zone.

Dans les **pays émergents d'Europe**, la croissance économique reste robuste mais à un rythme décroissant, comme conséquence à la fois de la faible croissance en Europe occidentale et du moindre dynamisme de la demande intérieure. Le taux de croissance est évalué à 5,4 % en 2005 contre 6,6 % une année plus tôt. Le fléchissement de la croissance de l'activité a été plus prononcé en Turquie, en Pologne et en Roumanie où le taux de croissance du PIB réel est revenu de 8,9 %, 5,3 % et 8,4 % respectivement en 2004 à 7,4 %, 3,2 % et 4,1 % en 2005. Les performances de 2006 seraient proches de celles de 2005, avec un taux de croissance de la zone projeté à 5,3 %, soutenues par la demande intérieure mais également par une forte croissance des exportations. Cette tendance baissière continuerait en 2007.

L'Asie en développement a connu depuis mi-2004 une divergence de croissance selon les pays ou sous-régions. Celle-ci continue d'être robuste en Chine et en Inde. En revanche, elle a fléchi dans le reste de la sous région sous l'impact de la flambée des prix du pétrole et des ajustements du secteur de la technologie de l'information (IT). En conséquence, le taux de croissance réel a accusé un léger repli, s'établissant à 8,2 % en 2005 contre 8,4 % en 2004. Les prévisions de croissance (7,9 %) de 2006 restent dans la tendance de 2005.

En **Amérique Latine**, après la forte croissance de 2004 (5,6 %), l'activité économique est restée soutenue en 2005 (4,3 %), grâce à la bonne tenue des exportations de biens et des matières premières, et l'amélioration des termes de l'échange. La tendance montre que la croissance reste solide en 2005, en liaison avec l'augmentation de la demande intérieure et extérieure. L'Argentine et le Chili tiennent la tête du peloton avec des taux de croissance du PIB réel de 7,5 % et 5,9 % respectivement en 2005, en liaison avec les politiques fiscales prudentes et les réformes structurelles pour la première, et la bonne tenue des exportations et des investissements pour le second. Au Brésil, les 2,3 % de croissance de 2005, c'est-à-dire 2,6 points de moins que son niveau de 2004, résultent de la faiblesse de la demande intérieure qui s'est mise en place depuis la mi-2004 en liaison avec le durcissement de la politique monétaire. Les projections de croissance en Amérique Latine (4.3%) pour 2006 restent stables.

Dans la **Communauté des Etats Indépendants**, après la forte accélération observée en 2003 et 2004, la croissance a quelque peu ralenti mais demeure satisfaisante, avec un taux de 6,5 % en 2005, soit 1,9 points en dessous de son niveau de 2004. Les contre performances viennent plus particulièrement du côté de la Russie où l'incertitude politique, l'affaire Yukos, et l'ampleur de la taxation du pétrole ont affecté à la baisse l'investissement et la production dans ce secteur. Il en est de même pour l'Ukraine où l'activité économique et les investissements sont perturbés par l'incertitude politique et la faible contribution du secteur extérieur. Toutefois, la bonne tenue des prix des matières premières, la forte croissance des salaires et l'expansion rapide du crédit ont contribué à soutenir la consommation. Les projections pour 2006 indiquent une stabilité du taux de croissance à 6,0 %.

Au **Moyen Orient**, pour la troisième année consécutive, le pétrole a tiré la croissance qui a affiché un taux de 5,9 % en 2005 contre 5,5 % en 2004. Alors qu'une bonne partie des revenus pétroliers est réinvestie dans les pays producteurs, la demande intérieure a cru fortement sans pour autant avoir un impact négatif significatif sur l'inflation qui est restée contenue à 8,4 % comme en 2004. Le surplus du compte courant représente 19 % du PIB dans cette région. L'Arabie Saoudite a connu une accélération de croissance avec un taux s'établissant à 6,5 % en 2005, alors qu'il était à 5,2 % en 2004. Pour l'ensemble de la zone, la croissance resterait stable autour de 5,7 % en 2006.

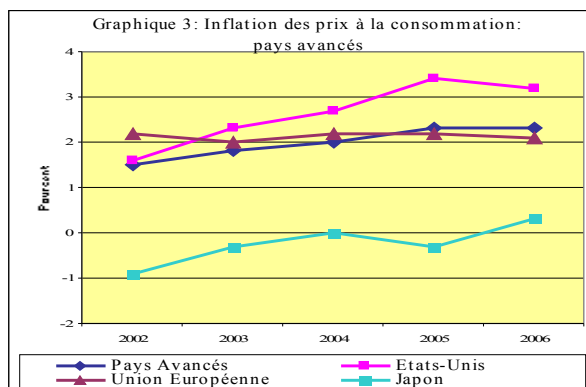
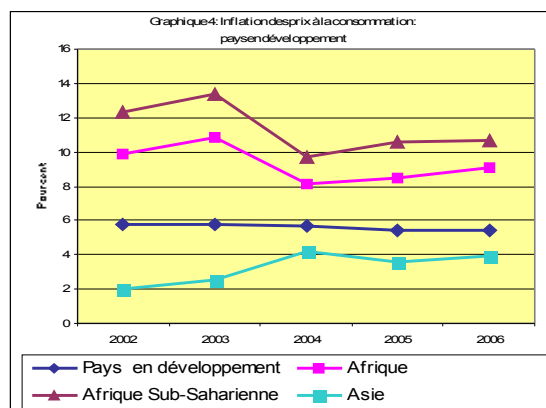
L'Afrique a réalisé un taux de croissance économique relativement satisfaisant de 5,2 % en 2005, soit 0,3 point de moins par rapport à celui de 2004. L'Afrique continue de tirer profit de l'amélioration des politiques macroéconomiques, des remises de dette sous l'initiative PPTTE et des progrès dans les réformes structurelles. En revanche, l'impact net de la flambée des prix du pétrole sur les performances économiques africaines reste faible dans la mesure où, aux gains des pays pétroliers, il faut soustraire les surcoûts enregistrés par les pays non pétroliers. Les projections pour 2006 tablent sur une poursuite de la croissance à 5,7 %.

En **Afrique sub-saharienne** en particulier, la croissance économique demeure robuste à un taux de 5,5 % contre 5,6 % en 2004. Les économies de cette région continuent d'être soutenues par la vigueur de la demande globale, l'amélioration des politiques macroéconomiques nationales, les réformes structurelles et la diminution du nombre des conflits armés. L'augmentation de la production de pétrole en Angola, au Tchad et en Guinée Equatoriale a largement compensé les perturbations de la production de pétrole au Nigeria. En revanche, les pays importateurs de pétrole ont plutôt subi la hausse continue des prix de ce produit. **L'Afrique du Sud** a réalisé une croissance soutenue, s'établissant à 4,9 % en 2005, contre 4,5 % une année plus tôt. Les perspectives pour 2006 tablent sur un taux de croissance de 5,8 % pour l'Afrique sub-saharienne.

Au **Maghreb**, le rythme de la croissance s'est replié de 1,0 point par rapport à 2004 pour s'établir à 4,1 % en 2005, en liaison principalement avec le fléchissement de la croissance observée au Maroc et en Tunisie. En effet, les aléas climatiques et les contre performances du secteur du textile, conséquence de l'élimination des quotas et de la concurrence chinoise, ont fortement affecté la croissance économique dans ces deux pays, qui de plus sont très vulnérables à la hausse des prix du pétrole. En revanche, l'Algérie a profité de la hausse des prix du pétrole et de la bonne tenue des activités du secteur des services et de la construction. Les performances attendues dans cette région pour 2006 seraient en amélioration par rapport à 2005 avec un taux de croissance de 5,2 % en liaison notamment avec une reprise de l'activité au Maroc et en Tunisie.

1.2 Evolution des prix à la consommation

En 2005, l'évolution des prix à la consommation dans les différents blocs de pays indique que les tensions inflationnistes se sont légèrement accentuées avec la hausse des cours des hydrocarbures, surtout aux Etats-Unis, tout en restant néanmoins contenues, en liaison avec la progression modérée des salaires.



En effet, dans les **économies avancées**, l'inflation a atteint 2,3 % en 2005 contre 2,0 % en 2004, dont respectivement 3,4 % contre 2,7 % aux Etats-Unis. Il convient cependant de noter que l'inflation sous-jacente ne s'est pas sensiblement accrue dans ce dernier pays en 2005. La Zone euro a connu une quasi-stabilité du taux d'inflation à 2,2 % contre 2,1 en 2004, alors que le Japon continue dans la déflation en 2005 avec un taux de -0,3 %.

Dans les **économies de l'Asie en développement**, les tensions inflationnistes sont retombées à un taux de 3,5 % en 2005 contre 4,0 % en 2004. En Chine, après avoir atteint 3,9 % en 2004 sous l'effet de la politique de soutien du revenu agricole, l'inflation est revenue à 1,8% en 2005. Dans les autres grandes sous régions d'Asie, l'on assiste plutôt à une reprise de l'inflation.

Dans les **pays émergents d'Europe**, la décélération des prix s'est poursuivie en 2005, avec un taux d'inflation de 4,9 % contre 6,2 % en 2004. Il en est de même pour ceux d'**Amérique Latine** où le taux d'inflation s'est replié à 6,3 % en 2005 contre 6,5 % une année auparavant.

Dans la **Communauté des Etats Indépendants**, la bonne tenue des prix des matières premières, la forte croissance des salaires et l'expansion rapide du crédit, en contribuant à soutenir la consommation, ont eu pour conséquence une pression à la hausse sur les prix, entraînant un taux d'inflation de 12,6 % en 2005 contre 10,9 % une année plus tôt.

Au **Moyen Orient**, l'inflation s'est stabilisée à 8,4 % en 2005, comme c'était le cas un an auparavant. En raison de la forte demande intérieure, en liaison avec l'investissement d'une bonne partie des augmentations des revenus pétroliers dans les pays exportateurs de pétrole, les pressions inflationnistes sont demeurées importantes.

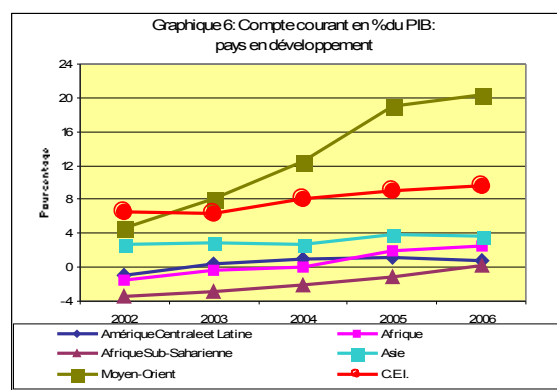
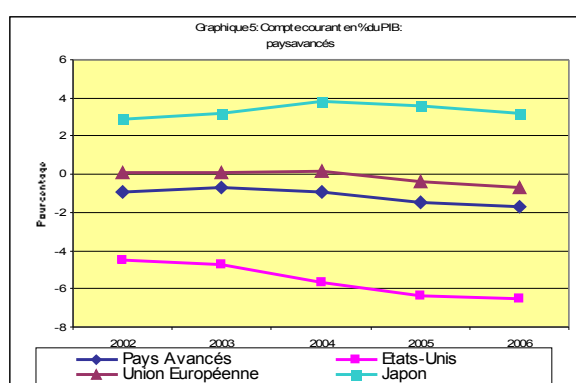
En Afrique, l'on note une poussée de l'inflation, avec un taux s'établissant à 8,5 % en 2005, contre 8,1 % en 2004. Cette évolution est à mettre en liaison avec les tensions inflationnistes dans les pays comme l'Afrique du Sud et le Nigeria, où les taux sont respectivement de 3,4 % et 17,9 % en 2005 contre 1,5 % et 15,0 % en 2004. Au Maghreb l'inflation est plutôt retombée à 1,5 % en 2005 contre 2,9 % en 2004.

1.3 Conditions monétaires et financières

Les marchés monétaires et financiers continuent d'être influencés par le raffermissement des cours du pétrole, alors que le dollar s'est apprécié légèrement en 2005 par rapport à l'Euro, rompant ainsi avec la tendance observée au cours des années précédentes. Une tendance à la baisse du dollar était observée au cours des premiers mois de 2006.

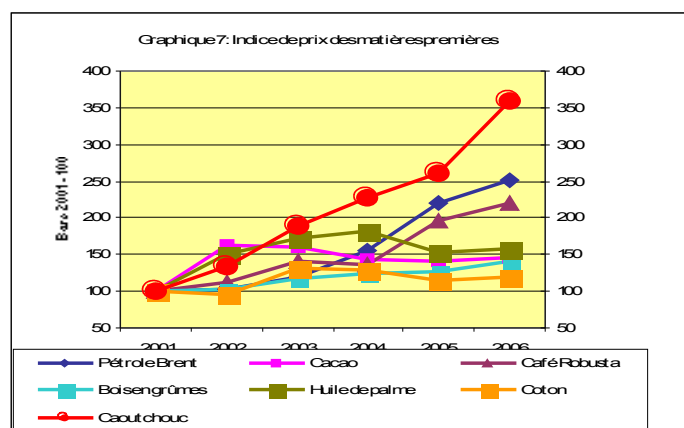
Sur les marchés financiers, les conditions sont restées favorables, marquées par une faible volatilité. Dans l'ensemble, les taux d'intérêt de court terme continuent d'augmenter sous

l'impulsion des Etats-Unis. Dans la plupart des pays, les taux d'intérêt de long terme sont relativement bas. Les marchés des capitaux sont globalement soutenus par les profits élevés des entreprises. Les conditions financières des marchés émergents sont très favorables, en partie en relation avec l'amélioration des fondamentaux économiques et la présence croissante des investisseurs à long terme qui recherchent les entreprises les plus profitables. Les taux d'intérêt réels restent en dessous de leurs moyennes historiques, les raisons à cela étant multiples : les politiques monétaires sont favorables dans de nombreux pays et régions, la Réserve Fédérale américaine a poursuivi sa politique de resserrement très graduel, enfin l'excédent d'épargne des pays d'Asie, de l'Opep et de la Russie continue à se recycler dans les titres publics à long terme. L'excès d'épargne des pays émergents, notamment d'Asie, en provoquant une abondance de l'épargne mondiale, a tiré vers le bas les taux d'intérêt mondiaux, contribuant ainsi à financer la désépargne publique des pays avancés et permettant la poursuite de la croissance du marché immobilier et de la consommation privée, en particulier aux Etats Unis.



1.4 Evolution des prix des matières premières

Au cours de l'année 2005, la situation des marchés internationaux des matières premières a été dans l'ensemble caractérisée par une hausse des principaux produits d'exportation de la Zone franc. Le pétrole et le café robusta restent les matières premières dont la hausse du prix a été la plus significative (+42 % et +43 % respectivement), en liaison avec le développement global de l'économie, en particulier la vigueur de la croissance de l'Asie (Chine) et de l'Amérique du Nord, mais aussi du fait d'une croissance peu probante de l'offre. Concernant le marché du pétrole brut ainsi que des produits raffinés, l'écart historiquement très faible entre la capacité de production disponible et le niveau de la demande a pour conséquence une forte volatilité du marché, qui pourrait perdurer en 2006. On notera également une forte hausse du cours du caoutchouc (15 %). Le bois en grumes a connu une légère hausse, alors que l'huile d'arachide, l'huile de palme et le coton ont accusé des baisses de cours respectives de 15 %, 15 % et 11 %. Le cours du cacao de 2005 est resté à son niveau de 2004. Pour 2006, les prévisions indiquent une hausse de cours de l'ensemble de ces matières premières, sauf pour celui de l'huile d'arachide dont la baisse se poursuivrait à un rythme plus faible.

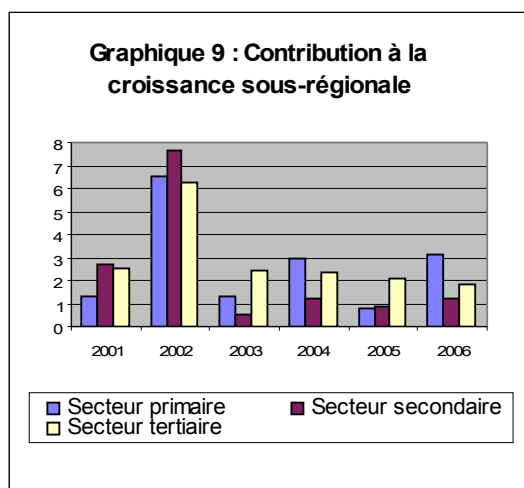
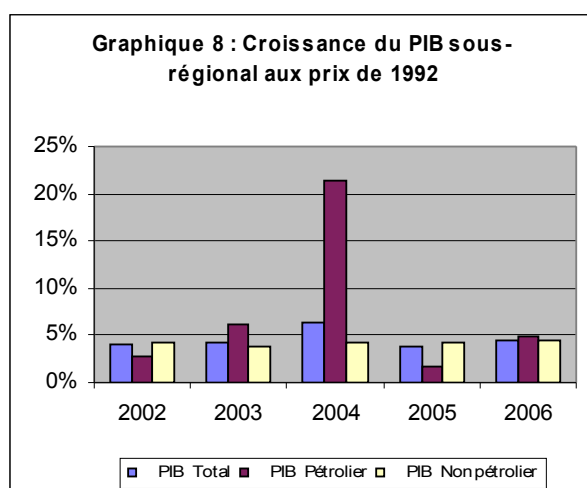


2. EVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)

La situation macroéconomique de la Communauté pour l'année 2005 a profité de l'environnement international favorable, marqué par la bonne tenue des cours du pétrole brut et des principaux produits agricoles. Elle s'est caractérisée par une croissance économique soutenue, bien qu'en recul par rapport à 2004, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, des tensions inflationnistes contenues et une amélioration du solde du compte courant.

2.1 Secteur réel

En 2005, les performances macroéconomiques dans la CEMAC ont été caractérisées par un ralentissement prononcé de la croissance, avec un PIB réel s'établissant à 3,9 % contre 6,4 % en 2004, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 1,4 %. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse du rythme d'accroissement de la production pétrolière (+2,9 % en 2005 contre +24,4 % en 2004). Du côté de l'offre, la croissance économique a été tirée principalement par le secteur non pétrolier (3,6 points). De même, du côté de la demande, elle a été soutenue par la demande intérieure à hauteur de 9,0 points tandis que la demande extérieure l'a obérée de 5,1 points. Par pays, le taux de croissance économique se présente comme suit : Cameroun (2,6 %), RCA (2,8 %), Congo (8,4 %), Gabon (3,0 %), Guinée Equatoriale (8,3 %), Tchad (8,4 %). Les paragraphes qui suivent, détaillent les principales sources de croissance dans la Communauté dans l'optique offre et dans l'optique demande.



Dans le secteur primaire, la branche de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche a contribué à la croissance à hauteur de 0,8 point, sous l'effet principalement du redressement des cultures vivrières et maraîchères. Ce redressement des cultures vivrières a bénéficié de l'accroissement des superficies cultivées au Cameroun et des conditions climatiques favorables. Au niveau des cultures de rente, les récoltes de cacao, de café, de coton graine et du caoutchouc naturel ont enregistré une hausse attribuable à la reprise des cours mondiaux, à une bonne pluviométrie, à la revalorisation des prix d'achat aux planteurs. En revanche, la production de banane a fléchi pendant cette période. Quant à l'apport de la branche sylvicole, il a été marginal, du fait de la cessation d'activités de certaines entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie, de la limitation de bois en Guinée équatoriale et de l'enclavement des lieux de production, qui retarde l'acheminement des produits, notamment en République centrafricaine et au Congo. Par ailleurs, la production de bois tropicaux, à l'exception de la République Centrafricaine, a augmenté au Cameroun, au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale (cf Annexe 2, tableau 6 bis).

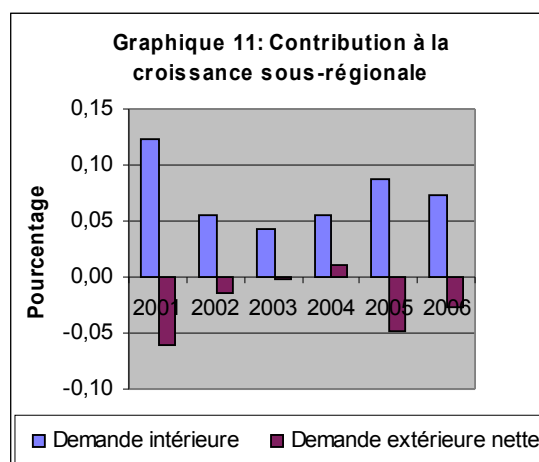
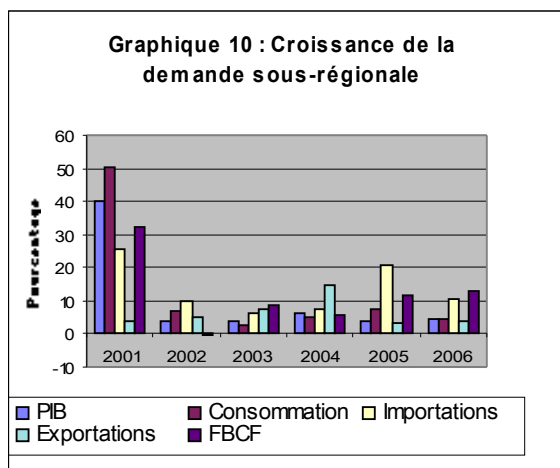
Le secteur pétrolier a contribué faiblement à la croissance, avec un apport de 0,2 point contre 2,7 points en 2004, du fait essentiellement de la baisse du rythme d'accroissement de la production pétrolière (+2,4 % en 2005 contre 24,4 % en 2004) et de méthanol (+20,5 % en 2005 contre 48,5 % en 2004). Dans ce contexte, la Guinée Equatoriale, avec 18,2 millions de tonnes en 2005, demeure le premier pays producteur de pétrole dans la Communauté, devant le Gabon (13,3 millions de tonnes), le Congo (12,6 millions), le Tchad (8,7 millions de tonnes) et le Cameroun (4,2 millions de tonnes). Enfin, la production de méthanol en Guinée Equatoriale a atteint 1 377 200 tonnes en 2005 contre 1 142 800 en 2004, grâce à la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de l'usine de Punta Europa. Par ailleurs, l'industrie minière a contribué positivement à la croissance, traduisant la relance des activités diamantifères en République Centrafricaine, avec la signature d'une convention avec la société sud africaine De Beers, les perspectives d'une large ouverture du secteur à tous les opérateurs centrafricains, la réorganisation des coopératives Minières Centrafricaines, la révision et la promulgation du nouveau code minier. Les activités minières ont également profité de la mécanisation progressive de l'artisanat.

Dans le secteur secondaire, les industries manufacturières ont apporté 0,3 point à la croissance, grâce à la normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique, au renforcement de la trésorerie des entreprises du fait des remboursements des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon et à l'extension des capacités de production des unités industrielles, notamment dans la filière bois et du développement de la cimenterie et de la métallurgie, particulièrement au Cameroun et au Gabon. Toutefois, le secteur manufacturier a été confronté à l'attentisme des opérateurs économiques face aux échéances électorales et à la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages en République Centrafricaine.

La contribution du bâtiment et travaux publics (BTP) à la croissance a été de 0,3 point, en deçà du niveau réalisé en 2004 (+0,5 point), en liaison entre autres avec le ralentissement des grands travaux publics causé par la réduction des financements extérieurs, notamment en République Centrafricaine et au Tchad. Néanmoins, le secteur a bénéficié de la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des édifices publics, des aéroports, des infrastructures routières, notamment au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale, et aussi de la reprise de l'exploration pétrolière ainsi que du dynamisme de la construction de logements privés dans la plupart des Etats.

Dans le secteur tertiaire, les activités commerciales, touristiques et de transports ont soutenu la croissance à hauteur de 1,6 point, en liaison avec l'augmentation des revenus des ménages, l'expansion continue de la téléphonie mobile, la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de communication (informatique et Internet). Enfin, les services non marchands ont contribué à hauteur 0,5 point à la croissance, en rapport avec les salaires versés dans la fonction publique, liés aux recrutements intervenus en particulier dans les secteurs prioritaires dans la plupart des Etats membres.

S'agissant de la demande, la demande intérieure a été la principale locomotive de la croissance économique avec un apport de 9,0 points, sous l'impulsion de la consommation privée liée notamment aux recrutements dans les secteurs prioritaires de la plupart des Etats membres et la hausse sensible des investissements du secteur pétrolier, notamment au Congo et en Guinée Equatoriale. En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance à hauteur de 5,1 points, la vigueur des exportations ayant été compensée par l'accroissement notable des importations (cf annexe 2, tableaux 7,7 bis et 7 ter).

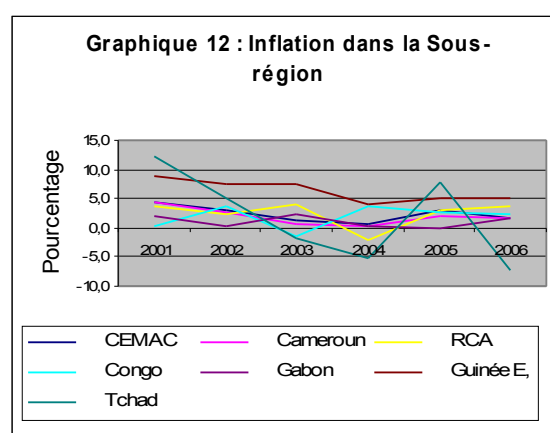


2.2 Prix

Les tensions inflationnistes ont augmenté en 2005, quoique le niveau de l'inflation soit resté en deçà de la norme communautaire. En effet, la variation de l'indice des prix à la consommation des ménages dans la Communauté s'est située en 2005 à 2,9 % en moyenne annuelle contre 0,4 % en 2004. Ce relèvement des pressions sur les prix qui s'observe dans presque tous les Etats à l'exception du Gabon s'explique notamment par l'ajustement graduel des prix des hydrocarbures en fonction de l'évolution des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux, par les interruptions sporadiques du trafic ferroviaire entre Brazzaville et Pointe-Noire au Congo et par la vigueur de la demande intérieure en Guinée Equatoriale. Au Gabon, la mise en application effective de la trêve sociale est le principal facteur à l'origine de la détente

des pressions sur les prix (cf Annexe 2, tableau 5).

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Cameroun (2,0 %), RCA (2,9 %), Congo (2,8 %), Gabon (-0,2 %), Guinée Equatoriale (5,0 %), Tchad (7,9 %).



2.3 Finances publiques

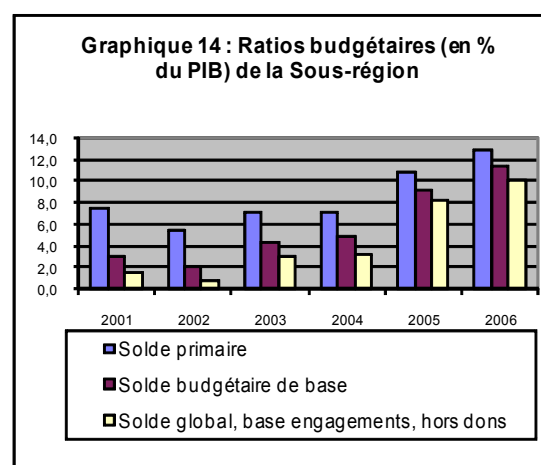
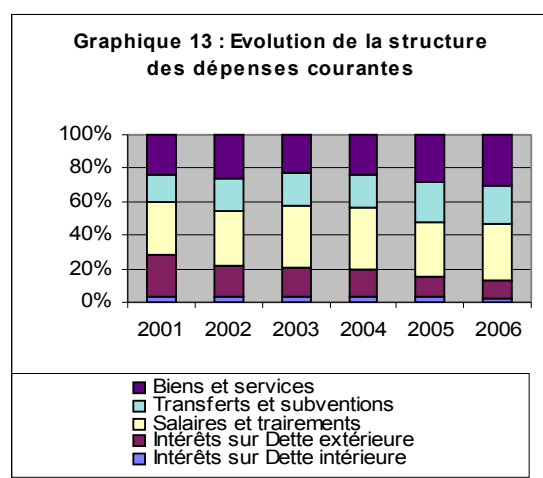
Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, des Etats membres, s'est consolidé, atteignant 8,1 % du PIB en 2005, contre 3,1 % du PIB un an auparavant, en liaison principalement avec un accroissement des recettes pétrolières.

Ainsi, les recettes budgétaires totales, hors dons, ont progressé de 41,7 % en 2005, à 5 976,3 milliards, équivalent à 24,6 % du PIB contre 4 217,4 milliards (21,2 % du PIB) en 2004, sous l'effet principalement d'un accroissement sensible des recettes pétrolières (67,0 %), en liaison avec la hausse de la production pétrolière (2,7 %) et la hausse des prix du baril de pétrole brut (39,1 %). Cette évolution est également imputable à une augmentation des recettes non pétrolières (+ 12,5 %) dans la plupart des Etats membres. Les recettes non pétrolières ont atteint 2 202,3 milliards en 2005 contre 1 957,9 milliards un an plus tôt, grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun,

et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières dans un bon nombre des Etats membres de la CEMAC.

Les dépenses budgétaires totales quant à elles, ont atteint 4001,8 milliards en 2005, en augmentation de 11,5 %, soit 16,5 % du PIB en 2005 contre 18,0 % du PIB un an plus tôt. Cette baisse des dépenses publiques en pourcentage du PIB est à mettre en liaison avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté. Toutefois, les dépenses en capital ont augmenté de 6,5 %, en liaison avec la mise en œuvre des projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté dans la plupart des Etats membres.

L'excédent du solde primaire s'est inscrit à 2 638,9 milliards, représentant 10,9 % du PIB en 2005 contre 7,2 % du PIB un an auparavant (1426,0 milliards), ainsi que le solde budgétaire de base, à 9,1 % du PIB en 2005 contre 4,8 % du PIB en 2004.



En conséquence, la gestion des finances publiques a dégagé un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 1 974,6 milliards équivalent à 8,1 % du PIB contre 628,1 milliards (+ 3,2 % du PIB) en 2004.

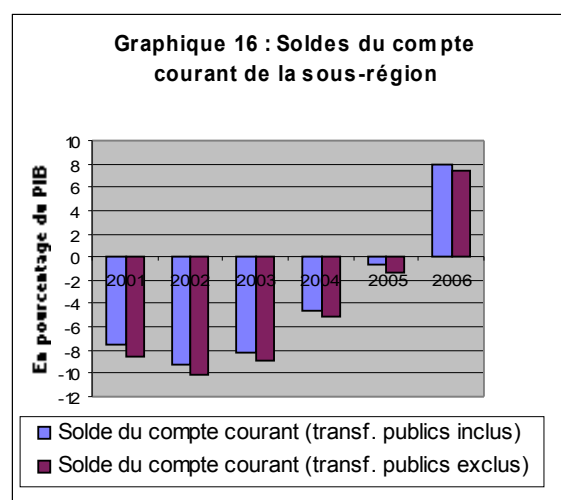
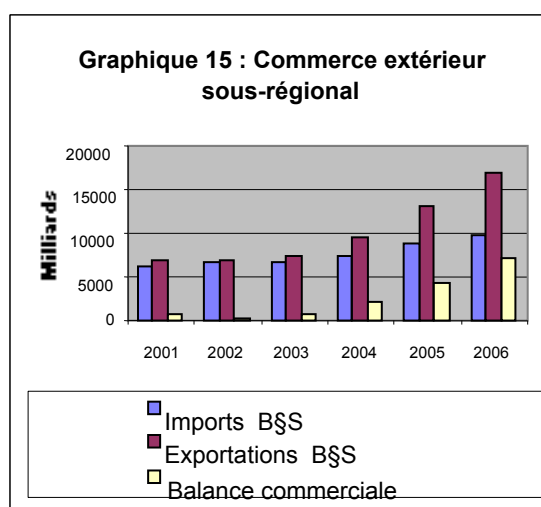
La gestion courante des finances publiques de 2005 s'est soldée par une réduction des arriérés de 190,5 milliards de Fcfa dont 145,7 milliards au titre des arriérés intérieurs.

Après la prise en compte du paiement des arriérés intérieurs et extérieurs de 190,5 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 827,5 milliards, du désengagement vis-à-vis du système bancaire de 932,1 milliards et du système non bancaire de 359,5 milliards, le besoin de financement global des Etats s'élève à 698,3 milliards. Ce besoin a été entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs à concurrence de 158,4 milliards au titre des dons, de 17,9 milliards des tirages extérieurs au titre des prêts programmes et de 104,5 milliards au titre des prêts projets, et un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 417,6 milliards.

2.4 Balance des paiements

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes (hors dons) des Etats membres, s'est fortement réduit en 2005, revenant de 738,5 milliards en 2004, soit 3,7 % du PIB, à 289,4 milliards en 2005 (1,2 % du PIB). Cette évolution résulte notamment d'une augmentation de 49,8 % de l'excédent commercial, qui a toutefois été tempéré par l'aggravation du déficit des services, et de celle de la balance des revenus (cf Annexe 2, tableau 10).

En effet, l'excédent de la balance commerciale s'est établi à 7 585,5 milliards en 2005 (31,3 % du PIB), en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 24,3 % expliquée par la bonne tenue des prix à l'exportation. De surcroît, la maîtrise de l'inflation dans les pays avancés a entraîné une hausse modérée des prix des importations. Dans ce contexte, les exportations se sont établies à 12 370,9 milliards en 2005, en progression de 38,2 % par rapport aux réalisations de 2004, en relation notamment avec la hausse des ventes de pétrole brut, de cacao, de café, de café, d'aluminium, de banane, de caoutchouc naturel, de diamant, de manganèse et de méthanol, consécutive à la progression des quantités exportées et à la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. Les importations, quant à elles, ont enregistré une hausse de 23,1 %, se fixant à 4 785,3 milliards, sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers, des acquisitions de biens d'équipement dans le cadre des investissements tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier.



Le déficit de la balance des services s'est accru davantage pour se fixer aux alentours de 3 201,2 milliards (13,2 % du PIB), imputable au regain d'activités dans les secteurs des transports et des télécommunications ainsi qu'aux investissements du secteur pétrolier dans les domaines de la recherche et de développement, notamment au Congo. Pour sa part, l'aggravation du déficit du solde des revenus est expliquée par la hausse des revenus des investissements privés. L'excédent des transferts courants a augmenté de 10,6 %, passant à 122,1 milliards en 2005 contre 110,4 milliards un an plus tôt, traduisant la progression des dons publics en appui aux budgets d'investissements notamment au Cameroun et au Tchad.

Quant à l'excédent du solde du compte de capital et d'opérations financières, il s'est amélioré, atteignant 940,8 milliards en 2005 contre 741,4 milliards en 2004, du fait principalement des entrées plus importantes au titre du poste « autres investissements ».

En définitive, l'excédent du solde global de la balance des paiements consolidée a atteint 1 024,5 milliards (+4,2 % du PIB) en 2005 contre 67,7 milliards une année auparavant (+0,3 % du PIB).

Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de change de 1 397,1 milliards et du paiement des arriérés extérieurs de 44,9 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 417,6 milliards et a été entièrement couvert par le réaménagement de la dette extérieure.

S'agissant de la dette publique, l'amélioration des finances publiques s'est traduite par une baisse du ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires qui est revenu de

28,2 % en 2004 à 19,6 % en 2005. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services et celui de l'encours de la dette sur le PIB se sont améliorés pour se situer respectivement à 8,9 % et 41,5 % en 2005 contre 12,6 % et 53,7 % un an plus tôt.

2.5 Monnaie

A fin décembre 2005, la situation monétaire des Etats membres de la Communauté fait ressortir une consolidation notable des avoirs extérieurs nets du système monétaire, une régression des créances nettes sur les Etats et une hausse des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire (cf Annexe 2, tableau 11).

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont enregistré une hausse de 102,6 %, pour atteindre 3 062,0 milliards contre 1 511,6 milliards à fin décembre 2004. Cette consolidation des avoirs extérieurs nets résulte notamment de l'impact positif sur les recettes d'exportation, de la bonne tenue des cours du pétrole et du bois.

Les créances nettes du système monétaire sur les Trésors Nationaux ont fortement baissé pour s'établir à - 700,9 milliards à fin décembre 2005 contre + 442,3 milliards un an plus tôt, traduisant pour l'essentiel une consolidation de la trésorerie publique, particulièrement en Guinée Equatoriale, au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Quant aux crédits à l'économie, en augmentation de 11,2 %, ils se sont fixés à 1 805,4 milliards au 31 décembre 2005 contre 1 623,7 milliards un an plus tôt, en liaison avec le niveau soutenu de l'activité économique dans certains pays membres (Cameroun, Congo, Guinée Equatoriale et Tchad).

Traduisant ces évolutions, en particulier celle des avoirs extérieurs nets, la masse monétaire a progressé de 17,8 % en 2005 à 3 442,8 milliards contre 2 921,7 milliards à fin décembre 2004.

En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire s'est établi à 86,6 % contre 73,8 % en 2004.

2.6 Assurances

Concernant le marché des assurances, selon le rapport de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) de février 2006, le volume des cotisations collectées en vie et non vie en Afrique¹ est en nette augmentation sur la période 2001 à 2003, pour baisser en 2004 avec des montants respectifs de 126,6 milliards, 166,5 milliards, 145,3 Milliards de francs CFA. Ces cotisations représentent globalement 0,7 % du PIB en 2004, à comparer avec la part relative de l'assurance africaine dans le monde qui est de 1,16 % en 2004. Pour la communauté, la production totale (vie et non-vie) a baissé de 12,7 % par rapport à l'exercice 2003.

Encadré 1 : Chiffres des assurances en zone CEMAC

¹ Il s'agit seulement de 16 pays d'Afrique, membres de la FANAF. Les chiffres de la CEMAC ne couvrent pas la Guinée Equatoriale.

Hormis la Guinée Equatoriale pour laquelle les données ne sont pas disponibles, le marché de l'assurance se présente comme suit.

Au **Cameroun**, le marché met en concurrence vingt et une sociétés d'assurances dont huit en assurance vie et treize en non-vie. Pour l'année 2004, le chiffre d'affaires des assurances vie est de 14,8 milliards de Fcfa, représentant 70,8 % du chiffre d'affaires global de la zone, en progression de 16,1 % par rapport à l'exercice 2003. Le chiffre d'affaires de l'assurance non-vie (60,0 % du chiffre d'affaires global) a augmenté de 5,0 % par rapport à l'exercice 2001. Globalement, la production totale (vie et non-vie) a connu une hausse de 6,6 % par rapport à l'exercice 2003.

En **République Centrafricaine**, le chiffre d'affaires de l'assurance vie (0,1 milliard de Fcfa) a accusé une baisse de 3,5 % en 2004 et représente 7,3 % du PIB. Le chiffre d'affaires de l'assurance non-vie a, quant à lui, augmenté de 15,5 % en 2004 par rapport à 2003, ce qui correspond à 0,24 % du PIB. Globalement, le marché d'assurances centrafricain a connu une nette augmentation en 2004 de 14,9 %.

Au **Congo**, Le chiffre d'affaires des assurances vie est de 0,120 milliard de Fcfa en 2004, en progression de 87,5 % par rapport à l'exercice 2003. Le chiffre d'affaires de l'assurance non-vie est revenu de 22 milliards en 2003 à 18 milliards en 2004. Globalement, la production totale (vie et non-vie) a plus que doublé par rapport à l'exercice 2003.

En 2004, au **Gabon**, le chiffre d'affaires des assurances vie a stagné autour 6 milliards, soit 0,2 % du PIB. Il en est de même de l'assurance non-vie qui a baissé de 9,6 % par rapport à l'exercice 2003. Globalement, le marché gabonais des assurances a connu une baisse de 8,6 % en 2004.

Au **Tchad**, le chiffre d'affaires des assurances vie (0,236 milliard) a augmenté de 61,6 % en 2004. En revanche, le chiffre d'affaires des assurances non-vie a baissé de 1,3 %, revenant 5,368 milliards en 2003 à 5,293 milliards en 2004. Globalement, le marché d'assurances tchadien a augmenté de 0,3 % en 2004.

2.7 Perspectives économiques de la communauté en 2006

Pour l'année 2006, les perspectives macroéconomiques dans la Communauté s'annoncent globalement favorables, avec une croissance économique soutenue, une poussée des tensions inflationnistes, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'amélioration du solde extérieur courant et une couverture extérieure satisfaisante de la monnaie.

Ainsi, les prévisions pour 2006 laissent entrevoir un raffermissement de la croissance économique dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle de 4,4 %, entraînant une augmentation du PIB réel par habitant de 1,9 %. Le développement rapide des activités du secteur tertiaire et la bonne tenue du secteur pétrolier seraient à l'origine de ces performances. S'agissant de la demande, le principal moteur de la croissance demeurerait la demande intérieure nette, en liaison avec la bonne tenue de la consommation globale et des investissements bruts.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Cameroun (4,2 %), RCA (3,0 %), Congo (7,8 %), Gabon (2,3 %), Guinée Equatoriale (8,2 %), Tchad (4,0 %).

Les tensions inflationnistes seraient fortes, avec un taux d'environ 3,0 % en moyenne annuelle, en liaison principalement avec la reprise des tensions inflationnistes au Cameroun, en Centrafrique et au Gabon.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, atteindrait 10,1 % du PIB contre 8,1 % en 2005, traduisant une augmentation des recettes publiques et une baisse relative des dépenses publiques.

Enfin, le solde du compte courant, hors dons, déficitaire en 2005, deviendrait excédentaire de 3,4 % du PIB en 2006.

Les perspectives monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2006, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 91,9 % contre 86,6 % en 2005. Les crédits à l'économie progresseraient de 8,9 %. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 18,4 %.

2.8 Situation sociale

Les résultats macroéconomiques favorables n'ont pas encore eu d'impacts significatifs sur les indicateurs socio-économiques. Sur le plan social, un premier groupe de pays s'atèle à l'évaluation de leur DSRP à travers les rapports d'étape, alors qu'un deuxième groupe a engagé la rédaction d'une version intérimaire.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté met particulièrement l'accent sur les stratégies sectorielles notamment de l'éducation et de la santé.

S'agissant de l'éducation, les actions en cours de réalisation ou retenues par les Etats membres concernent principalement l'amélioration de la couverture du système éducatif, la mise à jour de la carte scolaire, le soutien à l'éducation de base, la construction et l'équipement des salles de classe dans des établissements primaires et secondaires. En outre, des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les taux de scolarisation bruts et la réduction des disparités entre garçons et filles; toutefois, les taux de redoublement et d'abandon scolaire demeurent élevés.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé à (i) réduire le prix des moustiquaires imprégnées; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination.

En ce qui concerne l'emploi, la politique des Etats (cf. Encadré 2 pour le cas du Cameroun) consiste à développer les secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que ceux du bois, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, de l'habitat, des mines et du tourisme.

Par ailleurs, dans leurs différentes stratégies de réduction de la pauvreté, les Etats membres mettent un accent particulier sur la prise en charge des personnes vulnérables notamment les indigents, les orphelins, les handicapés, les filles-mères, les enfants en situations difficiles et les personnes du troisième âge.

Enfin, pour permettre de faire le diagnostic de la situation sociale ou de mettre à jour les données y relatives, certains Etats (Cameroun, RCA, Gabon et Tchad) ont réalisé des enquêtes auprès des ménages : enquêtes sur les conditions de vie des ménages et enquêtes démographiques et de santé.

Encadré 2²: Situation de l'emploi au Cameroun

Selon les résultats de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun réalisé en 2005, le taux d'activité des personnes de 10 ans et plus est de 71,5 % au niveau national. Un chiffre qui cache de fortes disparités selon la région et le milieu de résidence. En effet, l'Extrême-Nord et le Nord se détachent des autres régions avec plus de 8 actifs sur 10, tandis qu'à l'autre extrémité, la ville de Yaoundé connaît le taux d'activité le plus faible (5 actifs sur 10). Par rapport au lieu de résidence, le milieu rural enregistre un taux nettement plus élevé par rapport au milieu urbain.

Ces disparités existent aussi selon l'âge et le sexe. Les hommes sont globalement plus actifs que les femmes (74,8 % contre 68,3 %) et le pic d'activité se trouve dans la tranche de 30 à 49 ans.

Le taux d'inactivité est de 28,5 %. Les deux principaux groupes d'inactifs sont les jeunes en cours de scolarisation et les femmes au foyer. Sept inactifs sur dix ont choisi ce statut de façon volontaire car ils ne considèrent pas être en âge de travailler ou ne pas avoir besoin de travailler pour vivre.

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005

² Cet encadré sera enrichi dès que les autres pays fourniront les informations nécessaires sur l'emploi dans chaque Etat.

3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE

3.1 Critères de convergence

Les critères de convergence dans la CEMAC dont le non-respect entraîne des sanctions à l'encontre des Etats membres sont au nombre de quatre. Il s'agit :

- du solde budgétaire de base rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) qui doit être positif ou nul ;
- du taux d'inflation annuel qui doit être inférieur à 3 % ;
- du taux d'endettement public (intérieur et extérieur) qui doit être inférieur ou égal à 70 % du PIB ;
- de la non-accumulation par l'Etat d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante.

Les programmes triennaux de convergence³ glissant ne sont toujours pas disponibles au niveau de certains Etats membres, et ceci rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif.

Le solde budgétaire de base estimé au 31 décembre 2005, a dégagé, au niveau global de la CEMAC, un excédent de 9,1 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Dans les Etats pris individuellement, seul, un pays (République Centrafricaine) n'a pas observé ce critère, avec un résultat (- 4,6 % du PIB).

Toutefois, pour tenir compte de la volatilité des prix du pétrole sur les marchés internationaux, un solde budgétaire de base structurel, fondé sur le lissage sur les cinq dernières années⁴ des recettes pétrolières réalisées par chaque Etat pétrolier (n'étant qu'à sa deuxième année de production de pétrole, le Tchad n'est pas concerné) a été déterminé afin de réduire l'impact des chocs conjoncturels sur les performances budgétaires des Etats de la CEMAC. Dans cette optique, le solde budgétaire de base est toujours resté excédentaire, quoiqu'à un niveau relativement faible, pour ces pays et pour la Communauté dans son ensemble. Ainsi, par rapport au critère relatif au solde budgétaire de base, cinq Etats membres, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont respecté ce critère avec des excédents de 5,0 %, 17,4 %, 12,2 %, 21,3 % et 0,2 % du PIB respectivement. Pour le Centrafrique, le déficit a représenté 4,6 % du PIB en 2005.

La Communauté a respecté le plafond fixé pour le critère relatif au taux d'inflation qui a atteint 2,9 % à fin décembre 2005. Par ailleurs, quatre Etats membres, à savoir le Cameroun, le Centrafrique, le Congo et le Gabon ont respecté ce critère ; en revanche, la Guinée Equatoriale et le Tchad ne l'ont pas satisfait.

Le critère relatif au taux d'endettement public a été calculé sur la base de la dette publique extérieure et intérieure pour l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée Equatoriale. Ainsi, seuls le Centrafrique et le Congo n'ont pas observé ce critère avec un encours de la dette intérieure et extérieure représentant respectivement 84,4 % et 117,3 % du PIB. Toutefois, des efforts importants sont consentis par les deux pays pour réduire leur niveau d'endettement. Enfin, la Guinée Equatoriale a enregistré le taux d'endettement public le plus faible de 3,2 % du PIB.

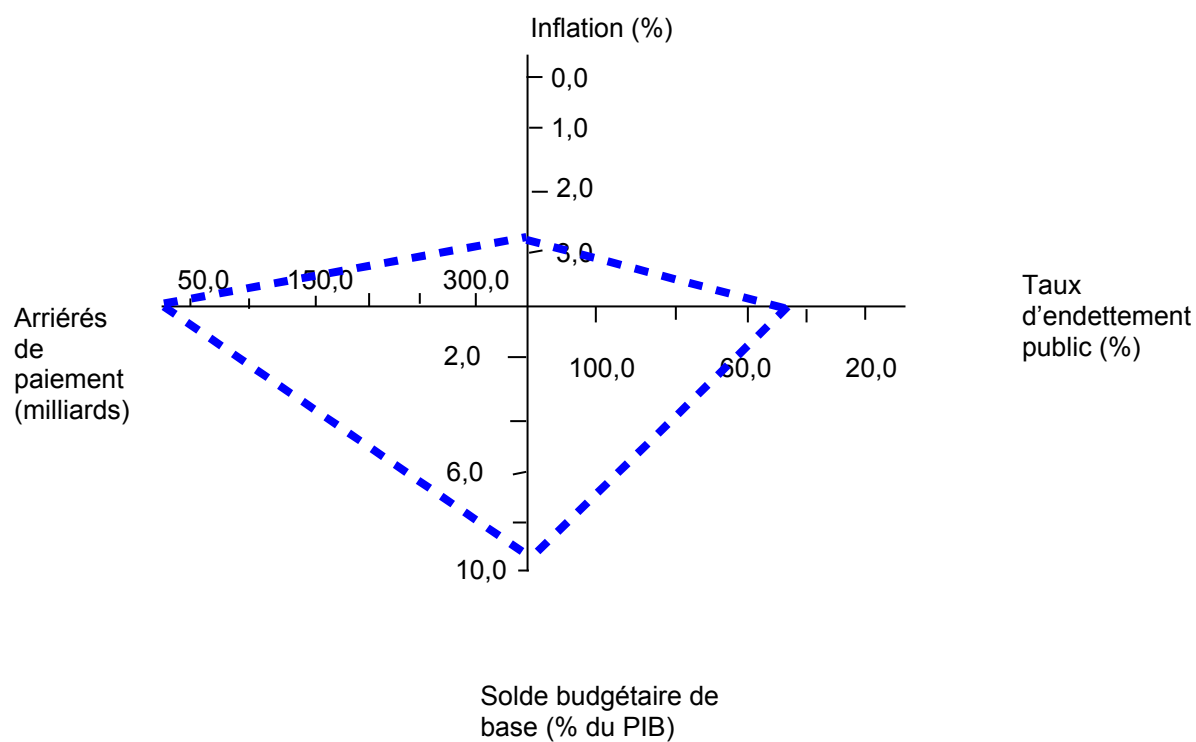
Enfin, pour le critère relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs pendant la gestion courante, les chiffres disponibles pour 2005 laissent apparaître que le

³ Le Cameroun a finalisé son programme triennal de convergence, celui du Gabon est en cours et le Congo vient de transmettre son projet pour observation.

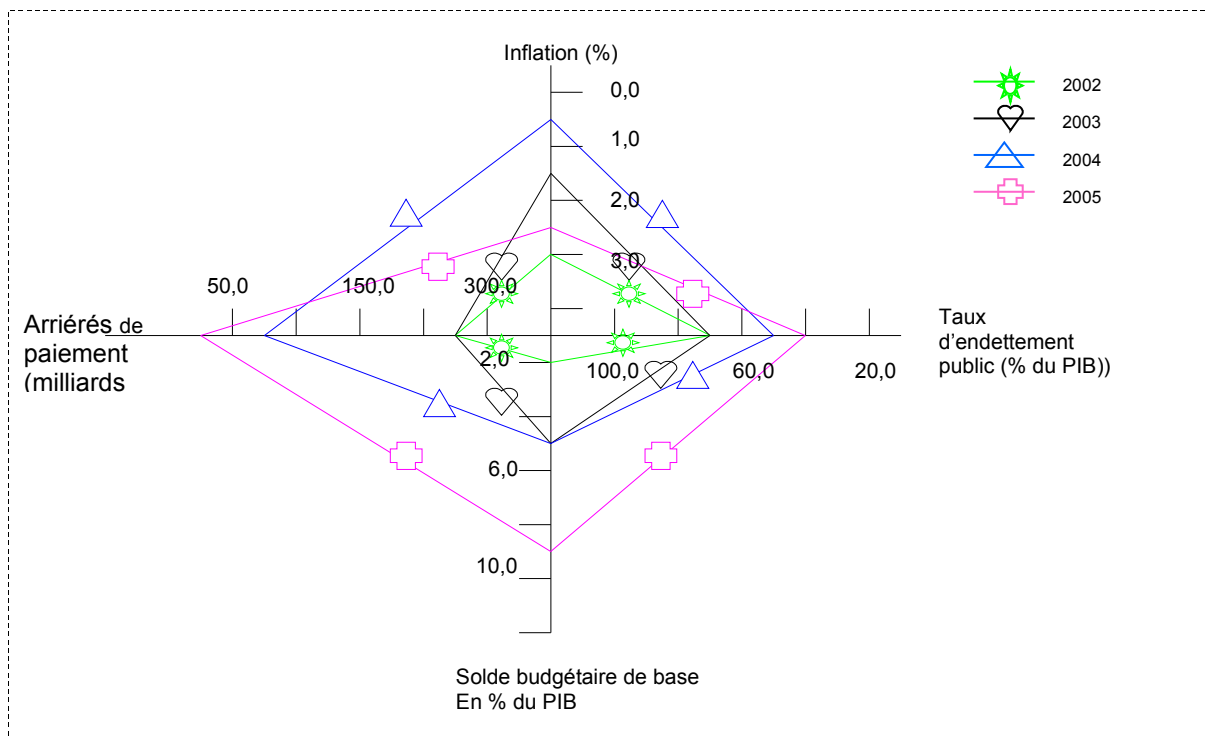
⁴ La méthode de lissage consiste à adopter comme recettes pétrolières de l'année, la moyenne des recettes pétrolières des cinq dernières années, lesquelles intègrent la moyenne sur cinq ans des prix du baril de pétrole brut, des quantités produites et des cours du dollar.

Centrafrique et le Congo ont accumulé des arriérés de paiement extérieurs et intérieurs de 16,9 milliards et 3,6 milliards respectivement, le Tchad n'ayant pas fourni des informations sur ce critère.

Graphique 17 : Carré Magique de la Convergence de la Cemac 2005



Graphique 18 : Carré Magique de la Convergence de la Cemac 2002-2005



3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs sont examinés, à savoir le taux de couverture extérieure de la monnaie, le solde budgétaire primaire, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et le déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, a représenté 10,9 % du PIB à fin décembre 2005.

Quant au taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2005, il s'est établi à 86,6 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Cet indicateur, suivi par la Banque Centrale, se situe ainsi en moyenne autour de 75,1 % au cours des trois dernières années.

Concernant le taux de pression fiscale non pétrolière, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 13,8 % du PIB est faible au regard des normes fixées au niveau de la sous-région (15 %). Cette faiblesse résulte des contre-performances de la RCA (6,9 %), du Tchad (8,5 %) et du Cameroun (12,5 %), imputables notamment aux difficultés de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale pour la plupart de ces pays.

S'agissant du critère relatif à la variation comparée de la masse salariale et des recettes budgétaires totales, la Communauté a enregistré une évolution moins rapide des salaires par rapport aux recettes totales, en liaison avec la forte amélioration des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue du secteur pétrolier.

Enfin, en ce qui concerne le compte courant, le déficit communautaire s'est fortement réduit, revenant de 5,1 % en 2004 à 1,3 % du PIB une année plus tard, en rapport avec l'excédent qu'ont réalisé le Congo (+11,9 % du PIB) et le Gabon (+15,2 % du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC ont atteint : 3,9 % du PIB au Cameroun, 8,2 % du PIB en République Centrafricaine, 12,8 % du PIB en Guinée Equatoriale et 16,1 % du PIB au Tchad.

Tableau 1.: Evolution des critères de convergence 2001-2006

Libellés	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux d'inflation (en % ; critère : ≤ 3)						
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,5	2,9	3,0
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,3	2,0	2,6
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	-0,2	1,8
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	3	4	5	4	5
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; critère : ≥ 0)						
CEMAC	2,9	2,1	4,4	4,7	9,0	11,3
Cameroun	2,4	3,7	3,9	2,8	5,0	3,7
République Centrafricaine	-1,0	-0,5	-3,4	-4,0	-4,6	-0,7
Congo	-0,7	-7,2	1,1	4,6	16,0	23,2
Gabon	13,1	6,5	11,4	11,6	12,2	13,4
Guinée Equatoriale	15,8	12,9	13,0	11,9	21,3	25,0
Tchad	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	2,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	4	5	5	5
Solde budgétaire de base structurel (en % du PIB ; critère : ≥ 0)						
CEMAC	1,6	2,0	5,3	2,8	3,5	3,8
Cameroun	1,5	2,8	3,9	2,8	4,1	1,3
République Centrafricaine	-1,0	-0,5	-3,3	-4,0	-3,4	-1,2
Congo	-5,9	-9,7	-0,1	1,4	3,5	5,1
Gabon	0,2	2,6	9,2	9,9	7,5	7,6
Guinée Equatoriale	0,9	0,5	3,6	-1,2	3,2	9,0
Tchad	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	1,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	3	4	5	5
Taux d'endettement public (en % du PIB ; critère : ≤ 70)						
CEMAC	80,0	76,9	71,7	56,8	43,2	35,6
Cameroun	68,9	54,2	48,9	45,0	38,9	34,4
République Centrafricaine	78,4	99,7	107,0	106,6	84,4	75,8
Congo	225,4	227,1	234,4	161,3	108,6	87,1
Gabon	59,6	67,8	61,4	51,2	38,7	29,7
Guinée Equatoriale	17,8	14,9	11,3	6,9	3,9	1,8
Tchad	46,1	47,1	45,7	34,8	27,7	24,8
Nombre de pays ayant respecté le critère	4	4	4	4	4	4
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en milliards ; critère : retard de paiement ≥ 120 jours)						
CEMAC	256,1	495,1	339,0	49,1	20,5	5,0
Cameroun	0,0	0,0	-2,0	11,7	0,0	0,0
République Centrafricaine	8,5	26,3	24,3	20,9	16,9	5,0
Congo	178,1	211,3	171,2	6,9	3,6	0,0
Gabon	61,3	246,9	143,7	1,4	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	2,9	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	1	2	1	3	5
Libellés	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.

Taux d'inflation (en % ; critère : ≤ 3)						
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,5	2,9	3,0
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,3	2,0	2,6
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	-0,2	1,8
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	3	4	5	4	5
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; critère : ≥ 0)						
CEMAC	2,9	2,1	4,4	4,7	9,0	11,3
Cameroun	2,4	3,7	3,9	2,8	5,0	3,7
République Centrafricaine	-1,0	-0,5	-3,4	-4,0	-4,6	-0,7
Congo	-0,7	-7,2	1,1	4,6	16,0	23,2
Gabon	13,1	6,5	11,4	11,6	12,2	13,4
Guinée Equatoriale	15,8	12,9	13,0	11,9	21,3	25,0
Tchad	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	2,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	4	5	5	5
Solde budgétaire de base structurel (en % du PIB ; critère : ≥ 0)						
CEMAC	1,6	2,0	5,3	2,8	3,5	3,8
Cameroun	1,5	2,8	3,9	2,8	4,1	1,3
République Centrafricaine	-1,0	-0,5	-3,3	-4,0	-3,4	-1,2
Congo	-5,9	-9,7	-0,1	1,4	3,5	5,1
Gabon	0,2	2,6	9,2	9,9	7,5	7,6
Guinée Equatoriale	0,9	0,5	3,6	-1,2	3,2	9,0
Tchad	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	1,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	3	4	5	5
Taux d'endettement public (en % du PIB ; critère : ≤ 70)						
CEMAC	80,0	76,9	71,7	56,8	43,2	35,6
Cameroun	68,9	54,2	48,9	45,0	38,9	34,4
République Centrafricaine	78,4	99,7	107,0	106,6	84,4	75,8
Congo	225,4	227,1	234,4	161,3	108,6	87,1
Gabon	59,6	67,8	61,4	51,2	38,7	29,7
Guinée Equatoriale	17,8	14,9	11,3	6,9	3,9	1,8
Tchad	46,1	47,1	45,7	34,8	27,7	24,8
Nombre de pays ayant respecté le critère	4	4	4	4	4	4
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en milliards ; critère : retard de paiement ≥ 120 jours)						
CEMAC	256,1	495,1	339,0	49,1	20,5	5,0
Cameroun	0,0	0,0	-2,0	11,7	0,0	0,0
République Centrafricaine	8,5	26,3	24,3	20,9	16,9	5,0
Congo	178,1	211,3	171,2	6,9	3,6	0,0
Gabon	61,3	246,9	143,7	1,4	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	2,9	6,2	1,8	8,1	Nd	0,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	1	2	1	3	5

Source : BEAC et Administrations nationales

1. mesuré par l'indice des prix à la consommation

2. recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures

3. dette publique extérieure et intérieure à partir de 2002 pour tous les pays, sauf la Guinée Equatoriale

Tableau 2 : Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2001-2005

Libellés	2001	2002	2003	2004	2005	2006
----------	------	------	------	------	------	------

					Est.	Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie, en% (avoirs extérieurs sur engagements à vue ≥ 20)						
CEMAC	63,4	66,6	64,9	73,8	86,6	90,9
Cameroun	38,2	49,0	46,4	51,9	67,4	76,7
République Centrafricaine	98,3	98,0	95,8	85,6	80,8	79,5
Congo	32,2	19,6	16,4	29,3	71,7	83,2
Gabon	17,0	37,7	44,0	61,8	74,8	81,6
Guinée Equatoriale	96,7	99,1	100,0	100,2	100,2	100,1
Tchad	78,5	84,5	73,2	71,4	66,4	69,3
Solde budgétaire primaire positif (en % du PIB)						
CEMAC	7,4	5,4	7,1	7,1	10,7	12,7
Cameroun	5,3	6,2	6,3	4,7	6,4	5,1
République Centrafricaine	0,4	1,1	-2,2	-2,7	-3,4	0,7
Congo	6,8	1,2	6,8	10,6	20,4	26,4
Gabon	13,4	7,0	11,6	11,9	12,4	13,8
Guinée Equatoriale	23,4	21,9	23,5	26,8	33,2	33,5
Tchad	-1,4	-2,3	-1,2	2,1	0,6	2,5
Taux de pression fiscale (en % du PIB)						
CEMAC	13,7	13,2	13,9	13,5	13,8	14,2
Cameroun	12,7	12,5	12,7	11,5	12,5	12,3
République Centrafricaine	7,2	9,1	6,7	7,0	6,9	7,9
Congo	20,9	17,2	17,5	18,8	17,8	19,4
Gabon	19,7	18,7	21,7	22,3	21,7	24,2
Guinée Equatoriale	21,2	22,1	22,4	25,7	23,2	20,1
Tchad	6,3	7,1	8,2	8,5	8,5	9,2
Variation masse salariale et recettes budgétaires (masse salariale/recettes budgétaires)						
CEMAC	-	1,8	0,4	-2,3	-6,5	-2,3
Cameroun	-	1,0	1,8	2,9	-7,7	-1,7
République Centrafricaine	0,0	-4,0	22,1	5,4	-2,8	-18,5
Congo	-	2,3	-1,1	-3,3	0,1	0,1
Gabon	-	3,0	0,2	-1,5	-3,6	-1,4
Guinée Equatoriale	-	1,3	-0,4	-1,9	-1,4	-0,5
Tchad	-	-3,8	-2,2	-15,1	-1,9	-7,9
Solde extérieur courant de la BdP (en % du PIB)						
CEMAC	-8,4	-10,7	-8,4	-3,6	-1,4	3,2
Cameroun	-8,0	-7,7	-7,7	-7,5	-4,2	-2,0
République Centrafricaine	-4,9	-5,4	-4,8	-5,6	-8,2	-6,5
Congo	-0,6	6,0	14,7	19,6	10,6	15,1
Gabon	10,2	7,5	10,2	13,7	15,2	16,0
Guinée Equatoriale	-49,8	-14,2	-42,6	-26,5	-12,8	-1,6
Tchad	-35,1	-97,0	-49,7	-17,5	-13,2	-5,1
Service de la dette extérieure/Exportations (en %)						
CEMAC	21,8	19,1	15,1	12,3	9,0	6,8
Cameroun	30,4	28,7	29,0	25,2	19,7	15,4
République Centrafricaine	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Congo	23,4	26,5	16,0	15,7	16,1	10,1
Gabon	28,0	19,3	16,5	17,8	10,7	8,5
Guinée Equatoriale	0,8	0,5	0,4	0,3	0,4	0,7
Tchad	-33,7	-94,3	-47,0	-14,4	-13,4	-3,4

Source : BEAC et Administrations nationales

Tableau 3 : Vue synoptique des résultats de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2005

CRITERES DE CONVERGENCE	PAYS							Nombre de pays respectant le critère		
	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2005	2004	2003
Solde budgétaire de base sur PIB (norme : ≥ 0)	Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	5	5	4
Taux d'inflation annuel moyen (norme : $< 3\%$)	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Non respecté	Non Respecté	Respecté	4	4	4
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme : $\leq 70\%$)	Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	4	1	2
Arriérés gestion courante - intérieurs - extérieurs (norme : = 0)	Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Non respecté	Non respecté	3		

Nombre de critères respectés par le pays	2005	4	1	2	4	3	2	3
	2004	3	1	2	3	3	3	3
	2003	4	0	2	3	3	2	2

4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Les relations entre la CEMAC et la Communauté financière internationale peuvent s'apprécier d'une part au niveau des institutions communautaires et, d'autre part, au niveau des Etats membres.

La revue annuelle du FMI auprès des institutions de la CEMAC s'est déroulée à Yaoundé du 3 au 7 avril 2006 avec la participation de la Banque Mondiale. Cette mission régionale complète les consultations annuelles au titre de l'article IV, conduites avec chaque pays membre de la CEMAC. Le rapport note une croissance toujours tirée par le secteur pétrolier, mais sensiblement plus modérée que l'année dernière et une reprise légère de l'inflation qui reste sous contrôle. Cependant, la mission note un ralentissement des progrès des pays membres en matière de convergence et par conséquent invite les Etats au maintien des efforts accrus tant sur le plan budgétaire que structurel et à la poursuite des réformes visant à renforcer la compétitivité de la zone. L'amélioration de la gestion budgétaire et du suivi des dépenses publiques est également fondamentale dans la perspective de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté et des initiatives d'allègement de dette.

Du côté de l'Union Européenne, le programme indicatif régional (PIR) adossé sur le 9^{ème} FED pour un montant de € 55 millions a fait l'objet d'une revue à mi-parcours en novembre 2005 au cours de laquelle la pertinence du programme a été confirmée. Le processus de revue à fin parcours est engagé. L'exécution de ce programme dans ses différentes composantes se déroule de manière satisfaisante. Parallèlement, la réflexion sur un programme régional appuyé par le 10^{ème} Fed, est engagé depuis janvier 2006. Par ailleurs, il convient de souligner la poursuite de la contribution de l'UE par le biais du mécanisme « Peace Facility » au soutien de la Force CEMAC (€7,6 M. pour 2006/2007, €8 M. en 2005/2006 et 3,38 M en 2004/2005). Quant aux négociations des Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'UE, elles se poursuivent normalement avec la région Afrique centrale composée de la CEMAC et de Sao-Tomé e Principe. La République Démocratique du Congo a rejoint ce groupe en janvier 2006.

Au niveau des Etats, le **Cameroun** a accédé au point d'achèvement de l'initiative PPTe. La **République Centrafricaine** bénéficie d'un deuxième programme post-conflit dans la perspective de la mise en place d'un programme FRPC. Le **Congo**, a atteint le point de décision de l'initiative PPTe. Pour le **Gabon**, le Conseil d'administration du FMI a examiné en juin 2006 le rapport de consultation de l'article IV au titre de l'année 2006. Le dialogue entre la **Guinée Equatoriale** et le FMI s'est intensifié mais la mise en place d'un programme n'est pas d'actualité. Enfin, pour le **Tchad**, la revue du programme de 2005 appuyé par la FRPC n'a pas été concluante.

La situation détaillée par pays se présente comme suit :

a. Cameroun

Le Banque mondiale et le FMI ont approuvé l'atteinte du point d'achèvement par le Cameroun respectivement les 27 et 28 avril 2006 au titre de l'initiative PPTe ; ce qui va réduire les paiements du service de la dette de ce pays d'environ US\$ 4,9 milliards en termes nominaux, montant auquel, il convient d'ajouter celui résultant de l'initiative multilatérale d'annulation de la dette, évalué à 1,130 milliards de dollars au taux de change courant. Pour que ces réductions donnent de meilleurs résultats, le Cameroun doit poursuivre avec vigueur l'exécution de son programme économique 2005-2008 dont la 1^{ère} revue a été jugée satisfaisante par le FMI en début 2006. Le programme triennal des autorités camerounaises, conforme à la stratégie de réduction de la pauvreté adoptée en 2003, vise à : (i) préserver la stabilité macroéconomique grâce à une politique budgétaire prudente, (ii) réduire les obstacles à la croissance et à la réduction de la pauvreté en améliorant le climat des affaires, (iii) améliorer l'allocation des ressources publiques et accroître l'investissement dans le capital physique et humain, et (iv) assurer la viabilité à long terme de la dette. . La mise en oeuvre du programme constitue par ailleurs l'une des conditionnalités requises pour atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTe renforcée.

Quant à la Banque Mondiale, sa stratégie d'assistance pays couvre au Cameroun la période 2004-2006 avec deux principaux axes : le renforcement du cadre institutionnel et le soutien au développement du secteur privé. Elle envisage par ailleurs d'appuyer les autorités dans les travaux analytiques, les enquêtes l'amélioration du climat des affaires, la gouvernance et la revue des dépenses publiques. Le portefeuille de la Banque comprend 7 principaux projets pour un engagement total de US \$ 228M dont 125 M ont été décaissés au 4 mars 2005. Au cours de l'année 2004, les engagements ont été de \$20 M. et les décaissements de 44M. Enfin, la Banque collabore avec le Fonds notamment dans le suivi des déclencheurs du point d'achèvement de l'initiative PPTTE et des réformes en matière de gouvernance.

Pour ce qui est des autres bailleurs, la Commission Européenne a jugé la performance du PIN pas très satisfaisante lors de la revue à mi-parcours en 2004. Ceci a conduit à la réduction de la dotation initiale de €230,8M à €131,7M . Enfin, les engagements du groupe de la BAD au Cameroun en 2004 se chiffrent à \$18M au titre du Fonds africain de Développement.

b. Centrafrique

Le programme économique de 2006 de la RCA soutenu par un programme post d'urgence a pour priorités la stabilisation des finances publiques et le renforcement de la gouvernance. Ces priorités sont jugées cruciales pour mettre le pays sur un sentier de croissance économique durable et normaliser les relations avec les créanciers extérieurs. En outre, ce programme vise à favoriser la reprise économique et l'amélioration des conditions de vie de la population. Une récente mission conjointe FMI, Banque mondiale et BAD a séjourné à Bangui en mai 2006.

La Banque Mondiale a suspendu ses décaissements à la RCA depuis janvier 2002, suspension liée aux arriérés évalués à 49 millions de dollars au 31 décembre 2005. Néanmoins, elle a fait approuver par son Conseil d'Administration en juillet 2004 un don (Country Re-Engagement Note) en faveur de la RCA dans le cadre d'une nouvelle facilité d'assistance aux pays à faible revenu en difficulté (Low-Income Countries Under Stress) pour un montant de \$4 millions destiné à financer l'assistance technique dans la gestion économique et le soutien à la réhabilitation des secteurs sociaux ainsi que la gestion des arriérés intérieurs afin de mettre en place un plan d'apurement. Un second don à ce même titre est envisagé au cours du 1^{er} semestre 2006 pour parachever les actions entreprises avec le 1^{er} don. Du côté de la BAD, la RCA est restée sous sanction à la fin de l'année 2005 pour cause d'arriérés.

Le retour à l'ordre constitutionnel, avec le déroulement globalement satisfaisant des différentes consultations populaires au 1^{er} semestre 2005 ainsi que la conclusion d'un programme post-conflit, ont permis à la RCA de renouer avec l'Union européenne. La suspension de la coopération partielle dans les domaines routiers et de l'appui macroéconomique a été levée.

c. Congo

Le Congo a atteint le point de décision de l'initiative PPTTE en mars 2006 qui pourrait lui permettre d'obtenir à terme (point d'achèvement), 2,9 milliards de dollars US d'annulation de la dette. Le Fonds et la Banque mondiale ont invité les autorités congolaises à adresser les problèmes de gouvernance et de transparence financière ainsi que la prévention des conflits d'intérêt dans la commercialisation des produits pétroliers qui font partie des déclencheurs du point d'achèvement. La marche du Congo vers le point d'achèvement suppose également la bonne performance de son programme économique qui, en 2005, a présenté de bonnes performances. Les perspectives de ce programme pour l'année 2006 sont jugées également satisfaisantes malgré de préoccupations en matière de gouvernance et de réduction de la pauvreté qui, selon une récente enquête, affecte plus de 50% de la population. A cet effet, les autorités ont annoncé prendre incessamment des mesures correctives appropriées.

Enfin, dans le cadre de la revue à mi-parcours du PIN, le Congo a réussi à maintenir sa dotation initiale accordée par l'Union Européenne. Mieux, il a obtenu une révision du PIN afin de permettre l'apurement des arriérés BEI par des fonds FED pour un montant de €34 M.

d. Gabon

Le Conseil d'Administration du Fonds a examiné en juin 2006 le rapport du Fonds sur le Gabon consécutif à une mission effectuée en février-mars 2006 au Libreville dans le cadre des consultations au titre de l'article 4. Cette mission a constaté que les réformes économiques entreprises par le Gabon au cours des 3 dernières années commencent à porter les fruits comme en témoigne notamment la restauration de la stabilité macroéconomique et l'élimination des arriérés intérieurs et extérieurs. La mission a salué la finalisation du DSRP et le 1^{er} rapport du Gouvernement au titre de l'initiative sur la transparence des industries extractives. Les autorités ont été invitées à refléter la stratégie de réduction de la pauvreté dans le prochain programme triennal d'investissement public et en particulier le budget d'investissement public de 2006. Sur la base d'un cadre fiscal soutenable, le FMI pourrait soutenir un programme triennal au cours de l'année 2006.

Quant à la BM, sa stratégie d'assistance au Gabon (CAS) a été adoptée en mai 2005. Cette stratégie qui couvre la période 2005-2008 est concentrée sur le renforcement de la gestion des ressources publiques (naturelles et financières) et l'amélioration du climat des investissements.

e. Guinée Equatoriale

Le conseil d'administration du FMI a examiné en mai 2006 le rapport relatif à une mission de consultation au titre de l'article IV de l'année 2006 effectuée en janvier 2006 à Malabo et Bata. Ce rapport note la croissance économique vigoureuse au cours de la dernière décade au taux annuel moyen de 37%. Toutefois ce pays à revenu intermédiaire connaît des problèmes de pauvreté. L'abondance des ressources pétrolières constitue une opportunité unique pour progresser vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement à travers la rédaction d'une stratégie de réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités institutionnelles.

C'est dans ce sens que des accords d'assistance technique ont été signés. Ainsi dans le domaine des finances publiques, deux conseillers de longue durée du FMI pris en charge entièrement par la Guinée Equatoriale sont mis arrivés à Malabo depuis juin 2006. Dans le domaine des statistiques, le Fonds et la Banque mondiale, secondée par AFRISTAT mettront à la disposition des autorités des experts pour la compilation des comptes nationaux et des prix, l'élaboration des statistiques sociales et l'appui à la rédaction d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

Sur le plan de l'intégration régionale, l'engagement des autorités et les efforts en vue d'atteindre les critères de convergence de la CEMAC sont encouragés et le soutien des initiatives communautaires dans le domaine du commerce, de la libéralisation des droits de douanes et de la supervision bancaire est vivement recommandé.

La revue du PIN avec la Commission européenne n'a pas donné lieu à une modification de la dotation initiale maintenue à €21,11 M.

f. Tchad

La revue par le Fonds du programme triennal 2005-2007 du Tchad, qui vise la consolidation des finances publiques, la bonne gouvernance et les réformes structurelles, n'a pas été concluante.

Par ailleurs, une mission multi-bailleurs de Fonds a eu lieu à Ndjamena du 24 mars au 06 avril 2006 sur la base de termes de référence définis d'un commun accord avec le gouvernement. Le but de la mission est de faire le point de la situation du pays, de confirmer l'engagement du gouvernement au service du développement économique et social et de la réduction de la pauvreté, d'évaluer la gravité des problèmes de sécurité, des réfugiés et autres que rencontre le pays et leurs implications financières et d'identifier le moyen de renforcer les capacités nationales notamment en matière de gestion financière.

A cet effet, des points suivants ont retenu leur attention, (i) revoir les politiques sectorielles du Gouvernement tchadien et les problèmes de réduction de la pauvreté ; (ii) examiner un certain nombre de questions générales (notamment la sécurité) auxquelles le gouvernement accorde une grande importance, et ; (iii) aborder les problèmes de gestion financière et de renforcement des capacités.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La situation économique mondiale s'est caractérisée en 2005 par une croissance relativement forte, une inflation modérée, et un approfondissement des déséquilibres. Sur les marchés monétaires et financiers, les taux d'intérêt de long terme sont restés relativement bas. Le dollar s'est légèrement apprécié par rapport à l'euro. Les prévisions pour 2006 suggèrent une stabilité de la croissance de l'économie mondiale à 4,9 %.

L'environnement international favorable a eu des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance estimé à 3,8 % en 2005, en retrait par rapport à son niveau de 2004 qui était de 6,4 %, entraînant une variation du PIB réel par habitant de 1,3 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 % par an.

Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, est insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en général et la réduction de la pauvreté en particulier. A cet effet, les recommandations des grandes orientations de politiques économiques adoptées pour l'année 2007 constituent les actions de base.

Il s'agit, comme par le passé, de mettre l'accent sur les principaux axes stratégiques que sont la recherche d'une croissance économique saine et durable, l'amélioration des conditions de vie des populations, l'amélioration de la compétitivité et l'approfondissement de l'intégration sous-régionale. Il faut par ailleurs de rappeler la nécessité de définir et de mettre en œuvre des programmes triennaux de convergence.

Concernant la croissance économique saine et soutenue, elle doit s'appuyer notamment sur la diversification de la base productive, l'assainissement des finances publiques, la reprise en main du secteur agricole, la bonne gouvernance.

Parlant de la diversification de la base productive, elle doit s'opérer à travers la promotion des investissements privés, l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques et l'instauration d'un climat sociopolitique favorable au développement et la mise en place des institutions bancaires spécialisées pour le financement des crédits à moyen et long terme.

S'agissant des finances publiques, les Etats sont appelés d'une part, à améliorer les recettes publiques notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du recouvrement et la mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires et d'autre part, à rationaliser les procédures et les circuits des dépenses grâce notamment à un contrôle renforcé de la gestion des marchés publics.

Pour ce qui est de la reprise en main du secteur agricole, les Autorités sont invitées à assurer une relance de l'agriculture vivrière et d'exportation ainsi que la promotion de l'agro-industrie. D'autres actions porteraient sur le développement des activités sylvicoles et pastorales.

En matière de bonne gouvernance, il s'agit notamment de favoriser la transparence dans la gestion des affaires, de promouvoir l'état de droit et l'obligation de rendre compte, et de lutter contre toutes les formes de tracasseries administratives.

Quant aux conditions de vie des populations, les Etats doivent mettre en œuvre des politiques de redistribution des fruits de la croissance axées spécifiquement sur le développement urbain intégré, le soutien à l'emploi et la mise en place de systèmes de protection sociale.

En ce qui concerne la compétitivité, les Etats membres de la Communauté sont appelés à investir dans le capital humain et les infrastructures de base de soutien à la croissance de manière à améliorer la qualité de leurs produits tout en réduisant les coûts de production.

Enfin, l'approfondissement de l'intégration régionale, qui au regard de l'évolution du monde, apparaît comme la stratégie efficace pour le développement économique et social et la meilleure voie de l'insertion de nos pays dans l'économie mondiale.

Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement demeurent une nécessité.

Les recommandations de politique par Etat se présentent comme suit :

Au Cameroun, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE constitue une avancée mais surtout un défi pour les autorités qui doivent consolider la performance en matière des finances publiques et des réformes structurelles.

En ce qui concerne les finances publiques, les autorités doivent prendre des dispositions nécessaires pour :

- améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières ;
- contenir les dépenses courantes et poursuivre le paiement des arriérés intérieurs pour améliorer le climat des affaires;
- accélérer les dépenses en capital par une meilleure programmation des investissements ;
- renforcer la transparence dans les opérations de l'Etat y compris le secteur pétrolier.

En matière de réformes structurelles, il s'agit notamment :

- d'accélérer la restructuration ou la privatisation des entreprises publiques afin de limiter leur poids sur les finances publiques ;
- de renforcer la transparence dans les dépenses publiques notamment par la limitation des dépenses non ordonnancées et, l'élaboration et l'exécution d'un plan d'action sur l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

En République centrafricaine, les principaux défis auxquels le pays doit faire face comprennent : la consolidation de la paix et de la sécurité, la réalisation d'une croissance forte et l'amélioration des conditions sociales. A cet effet, les autorités sont invitées à :

- améliorer la gestion des ressources publiques notamment par :
 - o l'adoption des actions décisives pour limiter les dépenses et accroître les recettes ;
 - o le contrôle de la masse salariale à travers particulièrement l'assainissement du fichier du personnel ;
 - o la modernisation des procédures de suivi et d'exécution des dépenses ;
 - o l'amélioration des administrations fiscale et douanière ;
 - o l'adoption d'un plan pour le paiement des arriérés et éviter de nouvelles accumulations.
- renforcer le secteur de la micro finance en vue d'élargir l'accès aux services financiers ;
- améliorer la gouvernance et en particulier par la lutte contre la corruption ;
- actualiser le programme de réformes structurelles et la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Au Congo, après l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTTE en mars 2006, les autorités doivent prendre des dispositions pour une meilleure exécution de leur programme économique. A cet égard, il faut :

- finaliser le document de stratégie de lutte contre la pauvreté ;
- poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques ;

- progresser dans les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier ;
- améliorer le climat des investissements.

Au Gabon, les discussions sont en cours pour une facilité élargie à son programme pluriannuel. A cet effet, les autorités sont invitées à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publique notamment par un contrôle de la masse salariale ;
- progresser dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie.
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance.

En Guinée Equatoriale, la performance de l'économie et l'élévation des prix qui en découle appellent les autorités à poursuivre la réduction des tensions inflationnistes par une modération des dépenses courantes. En outre, elles devraient soutenir la diversification et utiliser les ressources pétrolières pour financer les secteurs susceptibles de faire progresser le pays vers la réalisation des ODM en général et la réduction de la pauvreté en particulier.

Au Tchad, le gouvernement devra s'atteler à réviser son cadrage macroéconomique à moyen terme basé sur la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Il s'agit de mettre l'accent sur :

- la consolidation de la situation fiscale ;
- l'accélération des réformes afférant au secteur cotonnier ;
- le renforcement de l'environnement législatif et institutionnel ;
- la privatisation des entreprises publiques ;
- le renforcement du secteur financier et de la micro finance ;
- l'amélioration de la gouvernance et des institutions.

Les politiques de redressement pour 2006 devront particulièrement orienter sur l'exécution du budget et le renforcement de la gestion des finances publiques, et sur les réformes structurelles et la gouvernance.

ANNEXE 1 : SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PAYS MEMBRES

1. CAMEROUN

En 2005, la situation macroéconomique du Cameroun s'est caractérisée par une croissance modérée, un solde budgétaire global excédentaire, une réduction du déficit des transactions courantes, une stabilité de la situation monétaire et une hausse de l'inflation.

1.1 Secteur réel

Les performances économiques se sont traduites par un taux de croissance réel de 2,6 % en 2005 contre 3,7 % en 2004, entraînant une baisse du revenu réel par tête de 0,2 % pour un taux de croissance démographique de 2,8 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique a bénéficié principalement des apports du secteur tertiaire. En effet, le tertiaire a contribué à la croissance à hauteur de 2,0 points, en liaison avec la bonne tenue des sous-secteurs transport et télécommunications (0,4 point) et Autres services marchands (0,4 point). La contribution du secteur secondaire est évaluée à 0,3 point, en raison principalement du développement des activités dans le secteur des bâtiments et travaux publics (0,2 point) et des industries manufacturières (0,1 point). En revanche, le secteur primaire a grevé la croissance de 0,1 point, en relation avec la baisse des activités dans le secteur pétrolier.

S'agissant de la demande, la consommation privée et les investissements ont soutenu l'activité avec des contributions respectives de 3,9 points et 1,2 point. En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance de 2,6 points.

1.2 Prix

L'indice national des prix à la consommation a affiché une augmentation de 1,9 % au cours de l'année 2005, rompant ainsi avec la tendance à la réduction de l'inflation observée depuis la fin de l'année 2003 et qui s'est poursuivie en 2004. Le relèvement de la TVA est à l'origine de cette hausse des prix à travers une augmentation des prix des boissons, des produits pétroliers, des transports et des matériaux de construction.

1.3 Finances publiques

Les recettes budgétaires totales recouvrées en 2005 se sont inscrites en hausse de 21,2 %, pour se situer à 1 590,0 milliards (17,7 % du PIB) contre 1 311,1 milliards en 2004 (15,7 % du PIB), en liaison avec la hausse aussi bien des recettes pétrolières (29,6 %) que des recettes non pétrolières (18,1 %). L'évolution de ces dernières résulte de la poursuite des efforts de recouvrement des recettes (Division des Grandes Entreprises), des mesures administratives prises en cours d'exercice, de l'amélioration de la prise en charge des marchandises à l'importation et du paiement des dividendes exceptionnels au titre des participations de l'Etat au capital de certaines entreprises publiques et para publiques.

Quant aux dépenses totales, elles se sont établies à 1 170,4 milliards, soit 13,0 % du PIB en 2005 contre 1 140,0 milliards en 2004 (13,7 % du PIB). Les efforts consentis pour maîtriser les dépenses ont ainsi porté leurs fruits avec une progression moins rapide de celles-ci comparées aux recettes, soit respectivement 2,7 % et 21,2 % par rapport à leurs niveaux respectifs de 2004.

L'excédent du solde primaire a représenté 6,4 % du PIB en 2005 contre 4,7 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 5,0 % du PIB contre 2,8 % en 2004.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, est passé à 419,6 milliards équivalant à 4,7 % du PIB en 2005 contre 172,1 milliards (2,1 % du PIB) un an plus tôt.

Compte tenu de l'apurement de paiements des arriérés intérieurs et extérieurs à hauteur de 36,4 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 273,4 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 378,8 milliards, le besoin de financement global de l'Etat s'est établi à 269,0 milliards. Ce besoin est entièrement financé par la mobilisation des financements extérieurs comprenant 10,9 milliards au titre des dons, 22,5 milliards de tirages et 235,6 milliards d'allègement de la dette auprès du Club de Paris.

1.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) s'est fortement réduit en 2005, revenant de 626,1 milliards en 2004 (7,5 % du PIB) à 346,8 milliards correspondant à 3,9 % du PIB.

En effet, l'excédent du solde du commerce extérieur est devenu excédentaire de 78,8 milliards en 2005 contre un déficit de 35,2 milliards une année plus tôt, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange qui a profité aux exportations du pétrole brut, du caoutchouc et du bois, pendant que les importations des biens et services non-facteurs ont augmenté de 11,2 % pour s'établir à 1538,3 milliards. Le déficit des services s'est réduit de 91 milliards pour se fixer à 299,2 milliards en 2005. De même, celui de la balance des revenus est revenu de 274,6 milliards en 2004 à 200,1 milliards. Quant à l'excédent du solde du compte de capital et d'opération financière, il s'est contracté, revenant de 345,2 milliards en 2004 à 123,8 milliards.

En définitive, la solde global de la balance des paiements du Cameroun a dégagé un déficit de 83,1 milliards, correspondant à 2,6 % du PIB, contre 197,1 milliards (2,4 % du PIB) en 2004.

Compte tenu de la reconstitution des réserves officielles à hauteur de 139,8 milliards et de l'apurement des arriérés extérieurs de 12,7 milliards, le besoin de financement extérieur s'élève à 235,6 milliards. Le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris a permis de financer entièrement ce besoin.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (19,3 % et 24,2 % en 2005 contre 25,2 % et 33,0 % en 2004 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié de 43,3 % au 31 décembre 2004 à 37,3 % au 31 décembre 2005.

1.5 Situation monétaire

Les informations disponibles au 31 décembre 2005 indiquent une hausse des avoirs extérieurs de 39,9 % par rapport à la même période une année plus tôt, s'établissant à 499,7 milliards. Quant au crédit à l'économie, il a progressé sur la même période de 8,0 %, alors que les créances nettes sur l'Etat ont baissé de 38,3 % en liaison avec l'amélioration de la trésorerie. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 67,4 % contre 51,9 % en 2004.

La masse monétaire a progressé de 5,2 %, passant de 1428,5 milliards à fin décembre 2004 à 1502,4 milliards au 31 décembre 2005.

1.6 Perspectives pour 2006

La situation économique du Cameroun connaîtraient une reprise en 2006 avec un taux de croissance réelle de 4,2 %, mais un taux d'inflation en augmentation à 2,6 % contre 2,0 % une année plus tôt.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, se réduirait à 279,1 milliards, soit 2,9 % du PIB contre 419,6 milliards (4,7 % du PIB) en 2005.

Cette évolution serait à mettre en rapport avec le dynamisme des dépenses publiques, lesquelles croîtraient de 32,4 % en 2006 après 2,7 % en 2005 tandis que les recettes budgétaires totales connaîtraient un taux de croissance de 15,0 % en 2006 contre 21,2 % en 2005. La forte augmentation des dépenses en biens et services courants (32,1 %) et des dépenses d'investissement (112,6 %), en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, est à l'origine de la forte croissance des dépenses budgétaires en 2006.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'allègerait, représentant 2,1 % du PIB contre 4,2 % en 2005. Enfin, la situation monétaire se raffermirait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+35,3 %) et des crédits à l'économie (+7,7 %). Le taux de couverture progresserait à 76,3 % contre 67,4 % en 2005.

1.7 Situation sociale

Au cours de l'année 2005, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de Réduction de la Pauvreté y compris les stratégies sectorielles de l'éducation et de la santé. Selon le troisième rapport de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, les autorités ont mis un accent particulier sur les crédits alloués aux dépenses au bénéfice des pauvres, en les faisant passer de 339,4 milliards en 2004 à 517,2 milliards en 2005, soit une augmentation de 52,4 %. Au 30 novembre 2005, 75,1 % de ces crédits ont été engagés.

Ainsi, des actions sont entreprises dans le secteur rural, notamment en matière d'accès aux techniques culturelles modernes et d'appui aux programmes et projets porteurs; dans le domaine de la gouvernance, en l'occurrence la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions prioritaires pour la réforme du système judiciaire ; dans le domaine des infrastructures concernant notamment la réalisation des grands travaux en appui au secteur privé. Plus spécifiquement dans le domaine de l'éducation et de la santé les actions suivantes ont été réalisées :

En matière d'éducation, la carte scolaire a été mise à jour, des enseignants vacataires ont été recrutés dans l'enseignement primaire, et des salles de classe ont été construites et équipées dans des établissements primaires et secondaires. En effet, plus de 800 nouvelles salles ont été construites, portant ainsi à 3768 le nombre cumulé de salles, 512 salles de plus que les objectifs fixés dans le cadre de la mise en oeuvre des déclencheurs du point d'achèvement de l'IPPE.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé à (i) réduire le prix des moustiquaires imprégnées; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination. L'enquête démographique et de santé de 2004 a révélé une amélioration des indicateurs de santé : de 1998 à 2004, le taux de mortalité infantile a baissé de 3 points pour s'établir à 74 pour 1000; le taux de mortalité juvénile a chuté de 8,7 points pour se fixer à 142 pour 1000; et la couverture vaccinale s'est accrue considérablement.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA, plus de 24 millions de préservatifs masculins et 100 000 préservatifs féminins ont été distribués. Plus de 52 000 femmes enceintes et 106 enfants de moins de 15 mois ont subi le test de dépistage. 17 750 personnes vivant avec le VIH/SIDA sont sous ARV pour une population éligible de 75 750.

2. CENTRAFRIQUE

La situation macroéconomique de la République Centrafricaine pour l'année 2005 s'est caractérisée par une légère croissance économique, une stabilité monétaire, une aggravation du déficit courant, une reprise des tensions inflationnistes et ce, malgré le relèvement timide des finances publiques.

2.1 Secteur réel

En 2005, la croissance économique réelle s'est établie à 2,8 % contre 3,5 % en 2004, entraînant ainsi une augmentation du revenu réel par tête de 0,3 % pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, cette croissance provient de tous les secteurs de l'économie, avec des contributions de 0,3 point pour le secteur primaire hors industries extractives, de 1,6 points et 1,8 point respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire. En effet, l'accroissement de la production vivrière et des cultures de rente avec une contribution de 0,7 point provient notamment des conditions climatiques favorables, de la reprise des travaux champêtres grâce au retour sur site des populations déplacées et du délaissement des cultures de rente par les cotonculteurs et les caféiculteurs. Dans le secteur secondaire, l'aboutissement du processus électoral constitue un signal positif à l'endroit des opérateurs économiques. En effet, l'apport des industries extractives a été de 0,2 point en 2005 contre 0,1 point une année plus tôt, en relation avec le redressement des cours du dollar, la redynamisation de l'organisation des coopératives par la création d'une association et la mise en place du bureau de l'Union Nationale des Coopératives Minières de Centrafrique (UNCMCA) et la révision et la promulgation du nouveau code minier. Enfin, la commission de contrôle et de vérification de la régularité d'attribution des autorisations personnelles minières et permis généraux de recherche, créée le 18 avril 2003, a attribué, au cours de l'année 2005, 15 permis de reconnaissance ayant un caractère non exclusif et 44 permis généraux de recherche pour le diamant et l'or, dont 41 au profit de la société DE BEERS. Dans le sous-secteur BTP, la levée de l'article 96 au titre de l'Accord de Cotonou, a permis la réhabilitation de la route Bouar-Garoua-Boulaï (Union européenne) et des rues de Bangui dont les financements ont été suspendus en 2004. La reprise des activités sur le fleuve Oubangui suite au renouvellement de la SOCATRAF et le lancement des activités du nouvel opérateur de téléphonie mobile A-Cell ont contribué à la redynamisation des activités du secteur tertiaire.

S'agissant de la demande, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance économique avec une contribution de 7,3 points, soutenue par le dynamisme de la consommation privée (+4,4 points) et dans une moindre mesure, les investissements bruts. En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance de 4,5 points, en liaison avec une augmentation plus marquée des importations face à l'amenuisement des exportations de biens et services non facteurs et à la dégradation d'un secteur de culture de rente.

2.2 Prix

L'évolution du niveau général des prix a été marquée par une résurgence des tensions inflationnistes. En effet, des informations produites par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques et Sociales (DGSEES), il ressort que le taux d'inflation a progressé de 2,9 %, en moyenne annuelle, à fin décembre 2005 contre une décélération de 2,1 % à fin décembre 2004. Cette tendance s'explique principalement par la faiblesse de l'offre de biens de consommation courante, en liaison avec les difficultés d'approvisionnement des principaux marchés urbains, suite à la persistance de l'insécurité dans les provinces du Nord du pays.

2.3 Finances publiques

L'objectif poursuivi par les Autorités centrafricaines durant la période 2005 visait le redressement des finances publiques, basé sur la reprise vigoureuse de l'activité économique avec le retour à la légalité constitutionnelle, mais aussi sur l'amélioration relative des performances des principales régies financières.

Ainsi, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 58,6 milliards (dont 51,9 milliards de recettes fiscales et 6,7 milliards de recettes non fiscales) contre 55,8 milliards le

niveau atteint en 2004, en augmentation de 5,0 %. Cette évolution peu dynamique s'explique par l'attentisme des opérateurs économiques pendant le processus électoral, ainsi que par la mise en œuvre insuffisante des mesures préconisées dans le premier programme post-conflit ainsi que celles adoptées dans la Loi des Finances 2005. De plus, la baisse des ressources provenant de la fiscalité pétrolière et la faible mobilisation des taxes forestières sont dues, respectivement à la flambée des cours mondiaux de pétrole et aux difficultés de deux plus grosses entreprises forestières (SBB en liquidation et SESAM en redressement judiciaire). D'une manière générale, il subsiste dans le pays une faiblesse institutionnelle qui fait que la fraude et la corruption demeurent un problème préoccupant toujours susceptible de générer d'importants manques à gagner au niveau des taxes et autres impôts.

Les dépenses budgétaires, quant à elles, se sont établies à 122,7 milliards (16,3 % du PIB) contre 93,7 milliards en 2004, correspondant à 13,6 % du PIB, ressortant ainsi en hausse de 30,9 %. Les dépenses courantes ont augmenté de 11,7 % à 84,4 milliards contre 75,5 milliards un an auparavant, en liaison notamment, avec la hausse des dépenses de biens et services, imputables aux dépenses liées aux élections générales de mars et mai 2005. Les dépenses au titre des subventions et transferts ont légèrement progressé à 14,0 milliards en 2005 contre 10,0 milliards une année auparavant. De leur côté, les dépenses en capital ont enregistré une hausse notable de 110,5 % à 38,3 milliards en 2005 contre 18,2 milliards un an plus tôt. De fait, les difficultés de trésorerie de l'Etat se sont traduites par une faible hausse des ressources locales allouées aux investissements (8,4 milliards en 2005 contre 7,7 milliards un an plus tôt). En outre, les dépenses en capital sur financement extérieur ont atteint 29,9 milliards en 2005 contre 10,5 milliards une année plus tôt, en phase avec le retour progressif de la confiance des bailleurs de fonds.

Le déficit du solde primaire et celui du solde budgétaire de base se sont creusés respectivement à 3,4 % et 4,6 % du PIB en 2005, contre 2,7 % et 4,0 % du PIB en 2004.

En définitive, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est aggravé à 64,1 milliards (8,5 % du PIB en 2005) contre 37,9 milliards (5,5 % du PIB en 2004).

Après la prise en compte de l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 12,0 milliards, le besoin de financement global des Autorités a atteint 76,1 milliards. La mobilisation des concours extérieurs à hauteur de 36,6 milliards dont 29,4 milliards au titre des dons et 7,2 milliards de prêts, des tirages nets sur le système bancaire de 11,4 milliards dont un recours de 10,2 milliards au concours de la Banque Centrale sous forme d'avance exceptionnelle et un désengagement net de l'Etat vis-à-vis des banques primaires à hauteur de 2,4 milliards et du secteur non bancaire de 1,2 milliards n'a pas suffi à couvrir ce besoin, contraignant les pouvoirs publics centrafricains à accumuler de nouveaux arriérés sur la dette extérieure (+16,9 milliards) et intérieure (+10,0 milliards) à hauteur de 26,9 milliards.

2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant s'est établi à 47,2 milliards en 2005, soit 8,2 % du PIB, en nette détérioration par rapport à 2004 (38,8 milliards soit -5,6 % du PIB), en relation avec les contre-performances de toutes les composantes du solde courant.

En effet, le déficit du commerce extérieur s'est creusé à 22,9 milliards contre 11,4 milliards en 2004. Les exportations en valeur ont augmenté de 1,1 % en 2005, s'inscrivant à 67,4 milliards contre 66,7 en 2004. Les importations, quant à elles, ont progressé de 15,7 %, passant de 78,1 milliards en 2004 à 90,3 milliards, en liaison avec les dépenses au titre du programme d'investissement public, la remise en état des infrastructures routières et les projets sociaux prioritaires sur financements extérieurs. Le déficit de la balance des services s'est accentué pour atteindre 39,6 milliards contre 30,1 milliards en 2004, en liaison avec la hausse mécanique des dépenses de transport et d'assurance de marchandises liée avec la progression des dépenses d'importations. De même, la balance des revenus s'est dégradée, atteignant -0,9 milliards en 2005 contre -0,8 milliards une année plus tôt. Enfin, le solde du

compte de capital et d'opérations financières devient excédentaire à 30,7 milliards contre un déficit de 7,8 milliards en 2004, en relation avec la reprise progressive mais timide des relations avec les bailleurs de fonds.

Au total, le déficit de la balance des paiements s'est établi à 8,5 milliards en 2005 contre 18,7 milliards en 2004. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 8,3 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 16,8 milliards et a été entièrement financé par une accumulation d'arriérés extérieurs.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (19,5 % et 29,8 % en 2005 contre 25,6 % et 40,6 % en 2004 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est tombé à 84,6 % en 2005 contre 85,3 % en 2004.

2.5 Situation monétaire

A fin décembre 2005, la situation monétaire de la République Centrafricaine a été principalement marquée par une amélioration des avoirs extérieurs nets et une progression substantielle des créances nettes sur l'Etat. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont inscrits en hausse de 13,5 %, à 56,2 milliards au 31 décembre 2005, contre 49,5 milliards un an plus tôt. Cet accroissement de la position extérieure nette est en rapport notamment avec une augmentation des exportations de diamant et de bois, une mobilisation importante des dons-projets et des prêts au secteur public, et une reprise des investissements directs dans les secteurs minier et sucrier.

Les crédits à l'économie ont baissé de 1,9 % pour s'établir à 54,1 milliards à fin décembre 2005 contre 55,2 milliards un an plus tôt, en liaison avec le remboursement partiel des crédits de campagne « coton- 2001/2002 » octroyés sur la signature de la Société Cotonnière Centrafricaine (SOCOCA) et avec l'aval de l'Etat.

Les créances nettes sur l'Etat ont enregistré une hausse de 19,7 % à 72,0 milliards compte tenu des difficultés de la trésorerie de l'Etat qui a bénéficié d'une deuxième avance exceptionnelle de 12 milliards auprès de la Banque Centrale et dont une tranche de 8,5 milliards a été décaissée en décembre 2005.

Traduisant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 16,5 % pour atteindre 128,4 milliards à fin décembre 2005 contre 110,2 milliards en décembre 2004. En conséquence, le taux de couverture extérieure s'est détérioré, revenant de 85,6 % en 2004 à 80,8 %, un an plus tard.

2.6 Perspectives pour 2006

Selon les projections, l'an 2006 se caractériserait par une consolidation de la croissance économique, avec une progression attendue du PIB réel de l'ordre de 3,0 % contre 2,8 % en 2005. Celle-ci proviendrait du côté de l'offre par le développement de l'activité, particulièrement dans le secteur primaire où l'on attendrait une contribution de 2,5 points. L'inflation progresserait sensiblement à 3,8 % contre 2,9 % en 2005, en relation notamment avec la révision du prix du carburant à la pompe et le relèvement de la TVA.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire se contracterait substantiellement, revenant de 8,5 % du PIB en 2005 à 3,2 % du PIB en 2006.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte des transactions courantes, hors dons, diminuerait à 6,5 % du PIB contre 8,2 % en 2005.

Enfin, la situation monétaire se caractériserait par une baisse des avoirs extérieurs nets (2,8 %) et une hausse des crédits à l'économie (7,6 %). Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 79,5 % et la masse monétaire progresserait de 3,1 %.

2.7 Situation sociale

Afin de finaliser le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP), plusieurs activités ont été réalisées au cours du premier semestre 2005. Les Autorités disposent déjà des diagnostics sectoriels révisés, des matrices de cadre logique sectorielles réactualisées, une liste restreinte des indicateurs sectoriels et des notes thématiques. Il convient de noter que le CSLP a mis l'accent sur trois domaines précis, à savoir (i) le secteur de production et la croissance économique; (ii) les secteurs sociaux et, (iii) l'environnement sécuritaire et des affaires. Par ailleurs, suite à la présentation du premier draft du document du CSPL lors du séminaire gouvernemental en juillet 2005, les plans d'action sectoriels de l'énergie, de l'eau, des télécommunications/communications et du VIH/SIDA sont en cours de renforcement sur la base des recommandations formulées par le Gouvernement.

Le rapport mondial sur le développement humain 2005 (PNUD) classe la République Centrafricaine au 171^{ème} rang mondial en 2003 sur 177 pays évalués avec un indice de développement humain estimé à 0,355. L'indice de pauvreté humaine (IPH) est, quant à lui, estimé à 47,8 %. Ainsi, en 2001, environ 5 centrafricains sur 10 accusaient des déficits en matière de longévité, de santé, d'éducation et de bien-être. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est seulement de 24 %, l'espérance de vie à la naissance de 39,4 ans, la mortalité infantile de 115 ‰ et la mortalité infanto-juvénile de 180 ‰. Ces statistiques montrent que les traits marquants de la situation sociale en République Centrafricaine restent l'accentuation de la pauvreté, la dérive du système éducatif et sanitaire et la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA.

3. CONGO

En 2005, la situation macroéconomique du Congo a été caractérisée par une accélération de la croissance économique, une nette amélioration des finances publiques, un redressement des comptes extérieurs, une consolidation de la situation monétaire et une légère atténuation des tensions inflationnistes.

3.1 Production

Avec un taux de croissance du PIB en termes réels de 8,2 %, l'activité économique a enregistré une forte croissance, en liaison avec une hausse de 12,5 % de la production pétrolière. L'activité dans le secteur hors pétrole s'est également mieux comportée, se stabilisant aux environs de 6,0 % comme en 2004.

Du côté de l'offre, le rebond de l'activité économique en 2005 provient principalement de la hausse de la production pétrolière et de la vigueur des activités dans le secteur non pétrolier favorisée notamment par le regain des activités des branches Industries manufacturières, Electricité, Gaz et Eau, et la poursuite des grands travaux amorcés au cours des années 2003 et 2004. Le secteur tertiaire particulièrement le Commerce, les restaurants et les hôtels a également contribué positivement à hauteur de 0,7 point tandis que l'apport des branches des transports et télécommunications à la croissance a été de 0,4 point, suite au mouvement d'extension des réseaux de télécommunications, notamment les entreprises de téléphonie cellulaire.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande intérieure nette dont la contribution a été de 26,2 points, contre 7,3 points une année plus tôt, en liaison avec le dynamisme de la consommation privée et la hausse des investissements privés notamment dans le secteur pétrolier. A l'inverse, la demande extérieure a affecté la croissance à la baisse de 18,0 points à cause d'un niveau relativement élevé des importations de biens et services, lié en partie aux investissements dans le secteur pétrolier.

3.2 Prix

Le niveau général des prix a été marqué par une légère baisse des tensions inflationnistes en 2005. En effet, des informations produites sur l'indice des prix à la consommation des ménages de Brazzaville et de Pointe-Noire par le Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques (CNSEE), il ressort que le taux d'inflation, mesuré en moyenne annuelle, qui a atteint 3,6 % au 31 décembre 2004 est revenu à 2,8 % au 31 décembre 2005. Cette évolution est notamment observée au niveau des postes Hygiène, Santé, Dépenses de maison, Habillement, Loisirs et divers. En revanche, on note une baisse des prix des produits d'alimentation grâce notamment à l'augmentation de la production vivrière, maraîchère et halieutique, l'amélioration des infrastructures routières et la relative stabilité des prix des produits pétroliers malgré la hausse des prix du brut.

3.3 Finances publiques

Le budget de l'année 2005 avait comme objectif prioritaire, la mise en œuvre d'une politique de réduction de la pauvreté, conformément aux orientations arrêtées dans le cadre du DSRPI. Dans ce contexte, le Congo a consolidé la situation des finances publiques en 2005, sous l'effet conjugué d'un accroissement significatif des recettes et d'une faible augmentation des dépenses.

En effet, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 1 267,7 milliards à fin décembre 2005 contre 737,9 milliards un an plus tôt, en augmentation de 71,8 %. Les recettes pétrolières se sont établies à 1 047,6 milliards, en hausse de 97,5 % par rapport à l'année précédente (530,4 milliards), essentiellement en raison de la forte augmentation du prix du baril de Brent, associée à une forte augmentation de la production pétrolière (+12,5 %). Les recettes non pétrolières se sont fixées à 220,1 milliards, en hausse de 6,0 % par rapport à 2004 (207,6 milliards), en liaison notamment avec la relance des activités dans le secteur pétrolier, le niveau des recouvrements au titre de l'impôt sur les sociétés, le recouvrement significatif de la TVA.

Les dépenses budgétaires ont été engagées à hauteur de 736,4 milliards, soit une augmentation de 15,6 % par rapport à l'année précédente. Cette progression a été impulsée par la progression de 13,1 % des dépenses courantes due à une croissance de +5,8 % des salaires et traitements qui se sont établis à 130,0 milliards, en liaison avec les nouveaux recrutements effectués, de 21,7 % des dépenses de biens et services et de 26,0 % des subventions et transferts, liées notamment à la prise en compte des dépenses supplémentaires dans les secteurs pro pauvres (achat de produits pharmaceutiques utiles à la lutte contre le Sida,...). Les dépenses d'investissement, quant à elles, ont enregistré une augmentation de 25,0 %, après avoir stagné aux alentours de 135,0 milliards entre 2003 et 2004, conformément au programme d'investissement en vigueur.

L'excédent du solde primaire excédentaire qui représentait 11,2 % du PIB en 2004 s'est amélioré pour s'établir à 22,2 % du PIB en 2005. Il en de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui représente 17,4 % du PIB en 2005 contre 4,9 % en 2004.

Le solde global des finances publiques, base engagements et hors dons, est ressorti fortement excédentaire pour se situer à 531,3 milliards, soit 16,9 % du PIB, contre 101,1 milliards en 2004 (4,3 % du PIB).

En prenant en compte le paiement des arriérés intérieurs et extérieurs de 69,7 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 298,5 milliards, la reconstitution de la position vis-à-vis du système bancaire de 250,1 milliards et le désengagement du système non bancaire de 38,0 milliards, le besoin de financement global de l'Etat a atteint 125,0 milliards. Il a été couvert par la mobilisation des ressources extérieures (dont 5,9 milliards des dons projets, 10,4 milliards de prêts projets, 13,9 milliards de prêts trésorerie et 94,9 milliards d'allègements de la dette extérieure).

3.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, l'excédent du compte courant, transferts publics exclus, s'est fortement accru pour s'établir à 373,4 milliards (11,9 % du PIB) contre 179,9 milliards (7,7 % du PIB) une année auparavant. Cette évolution favorable a pour origine l'accroissement plus important de l'excédent commercial en 2005 (+ 58,8 %) pour atteindre 1 770,9 milliards, en relation notamment avec une amélioration des termes de l'échange (+ 30,4 % contre 8,1 % en 2004), due à la hausse des cours mondiaux de pétrole, de bois en grumes et de bois débités.

Quant au déficit des services, il s'est aggravé à 771,0 milliards contre 472,3 milliards en 2004, en liaison avec le regain des activités, d'une part, dans les branches des industries manufacturières, transports et télécommunications et, d'autre part, des investissements du secteur pétrolier, dans les domaines de la recherche (campagnes d'exploration en mer très profonde), du développement des nouveaux champs entrés en activité au cours de l'année (Nkossa sud...) et de leur exploitation. Il en est de même du déficit de la balance des revenus qui s'est creusé pour se situer à 509,4 milliards en 2005 contre 447,5 milliards en 2004 en relation avec une forte hausse des revenus sur investissements directs notamment dans le secteur pétrolier. De son côté, le solde des transferts courants est demeuré déficitaire à 11,7 milliards contre 11,2 milliards l'année précédente.

Enfin, le déficit du compte de capital et des opérations financières s'est aggravé, passant de 353,4 milliards en 2004 à 455,4 milliards en 2005 du fait de la forte baisse des autres investissements.

En définitive, le solde global de la balance des paiements est passé d'une situation déficitaire de 97,4 milliards en 2004 à une situation excédentaire de 270,8 milliards en 2005.

En y incorporant la reconstitution des réserves officielles de 349,5 milliards et l'apurement des arriérés extérieurs de 16,1 milliards, le besoin de financement qui a atteint 94,9 milliards a été entièrement couvert par le réaménagement de dette extérieure obtenu dans le cadre des allègements obtenus après la signature du programme au titre de la FRPC.

Concernant la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (15,8 % et 33,0 % en 2005 contre 17,4 % et 41,5 % en 2004 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est tombé à 111,0 % en 2005 contre 160,6 % en 2004.

3.5 Situation monétaire

A fin décembre 2005, la situation monétaire au Congo a été caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets, une baisse des crédits intérieurs nets et une hausse de la masse monétaire.

En effet, la position extérieure nette s'est nettement consolidée, passant de 58,3 milliards à fin décembre 2004 à 460,6 milliards à fin décembre 2005. Ce renforcement des avoirs extérieurs nets s'explique essentiellement par l'amélioration des termes de l'échange induite par la hausse des prix du pétrole conjuguée avec l'accroissement des volumes exportés et au rapatriement plus soutenu des revenus pétroliers de l'Etat. En outre, le Congo a bénéficié d'un allègement de sa dette extérieure à hauteur de 94,9 milliards en 2005 dans le cadre du programme appuyé par les institutions de Breton Woods au titre du FRPC.

Les crédits à l'économie se sont situés à 86,1 milliards au 31 décembre 2005 contre 85,0 milliards un an auparavant, en hausse de 1,3 % par rapport à la réalisation de l'année précédente, en rapport avec l'activité économique, notamment dans les BTP, les télécommunications et l'énergie.

Les créances nettes sur l'Etat ont enregistré un net recul de 184,9 milliards en décembre 2004 à – 54,1 milliards un an plus tard. Cette amélioration sensible de la situation de trésorerie de l'Etat découle des efforts de maîtrise des dépenses publiques dans le cadre du programme signé avec les institutions de Bretton Woods et de l'augmentation des recettes pétrolières. Ainsi, la Position Nette du Gouvernement, débitrice de 188,8 milliards à fin décembre 2004, est devenue créditrice 55,8 milliards au 31 décembre 2005.

Les évolutions ci-dessus ont entraîné un accroissement de 36,3 % de la masse monétaire qui a été ainsi portée à 449,7 milliards en décembre 2005 contre 330,0 milliards en décembre 2004. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 71,7 % à fin décembre 2005 contre 29,3 % l'année précédente, se situant ainsi largement au dessus du minimum statutaire, fixé à 20 %.

3.6 Perspectives pour 2006

Selon les projections, l'année 2006 se caractériserait par une consolidation de la croissance économique, avec une progression attendue du PIB réel de l'ordre de 7,8 % contre 8,2 % en 2005. Celle-ci serait impulsée par les activités du secteur secondaire, notamment le secteur pétrolier. L'inflation se réduirait à 2,6 %. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire se contracterait, revenant de 16,9 % du PIB en 2005 à 15,7 % du PIB en 2006.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte des transactions courantes, hors dons, se réduirait, revenant à 18,6 % du PIB contre 11,9 % du PIB un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie et une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 88,3 % et la masse monétaire progresserait de 41,7 %.

3.7 Situation sociale

La situation sociale au Congo a été marquée par une incidence de la pauvreté qui s'est située autour de 50,0 % caractérisée par la faiblesse des services de santé, d'assainissement, de l'éducation de base et la dégradation du milieu physique qui se traduit par la recrudescence des maladies endémiques. Cette précarité sociale a été aggravée par une prévalence élevée du VIH/SIDA.

En se référant au document de stratégie de réduction de la pauvreté, les cinq axes prioritaires autour desquels s'articule la stratégie du Gouvernement en matière de développement durable et d'amélioration des conditions de vie de population sont : (i) consolidation de la paix et promotion de la bonne gouvernance ; (ii) consolidation du cadre macroéconomique et relance des secteurs clefs ; (iii) accès aux services sociaux de base et à la protection sociale ; (iv) développement des infrastructures ; (v) renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA.

4. GABON

En 2005, la situation économique gabonaise s'est caractérisée par une croissance soutenue, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs et une consolidation du taux de couverture extérieure de la monnaie. On note également que le niveau des prix a baissé.

4.1 Secteur réel

En 2005, l'économie gabonaise a connu une reprise de la croissance, le Produit Intérieur Brut ayant progressé en termes réels de 3,0 % contre 1,4 % en 2004.

Du côté de l'offre, le redressement économique résulte principalement de la reprise progressive des activités non pétrolières, notamment dans les services. En effet, le secteur tertiaire a fourni 1,8 points de croissance, grâce essentiellement à la relance dans les services avec une contribution de 1,0 point. Dans le secteur secondaire, les industries manufacturières et énergétiques ont apporté un concours positif de 0,6 point à la croissance en liaison notamment avec la forte demande d'eau et d'électricité basse tension dans la majorité des grands centres urbains et au regain de l'activité de COMILOG. Quant aux bâtiments et travaux publics (BTP), leur contribution à la croissance est évaluée à 0,1 point, favorisée par les grands travaux de réhabilitation des infrastructures de base. Le secteur primaire a quant à lui contribué à la croissance à hauteur de 0,2 point, reflétant le contraste entre la bonne tenue de l'agriculture et la baisse de la production pétrolière.

S'agissant de la demande, la contribution de la demande intérieure à la croissance a été évaluée à 7,9 points, sous l'effet de la consommation privée en particulier (6,8 points). En revanche, la demande extérieure nette a affecté négativement la croissance de 5,0 points, en raison d'une hausse des exportations moins que proportionnelle à celle des importations de biens et services.

4.2 Prix

En 2005, l'évolution du niveau général des prix à la consommation des ménages a été caractérisée par une baisse des tensions inflationnistes. Ainsi, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,2 % en moyenne annuelle, suite à la baisse des prix des produits locaux sur la période.

4.3 Finances publiques

En matière de finances publiques, la politique du Gouvernement en 2005 s'est inscrite dans la continuité des efforts de redressement budgétaire engagés depuis quelques années, et ce dans un environnement marqué par la bonne tenue des prix des principaux produits d'exportation (pétrole, manganèse, bois), ainsi que par les pressions sociales et la poursuite des efforts de désengagement de l'Etat du secteur productif.

Ainsi, les données disponibles à fin décembre indiquent que les recettes budgétaires ont connu une progression de 22,4 %, s'établissant à 1 360,2 milliards (+29,8 % du PIB) en 2005 contre 1 111,5 milliards un an plus tôt (+29,3 % du PIB), en relation avec l'envolée du cours du baril de pétrole brut. Les recettes pétrolières ont cru fortement à 39,2 %, pour s'établir à 835,2 milliards contre 600,0 milliards en 2004. Parallèlement, les recettes non pétrolières se sont inscrites en hausse de 2,6 %, se situant à 525,0 milliards contre 511,5 milliards en 2004.

Quant aux dépenses budgétaires, elles se sont situées à 931,3 milliards contre 821,9 milliards en 2004, enregistrant ainsi une progression de 13,3 %. Les dépenses courantes se sont établies à 771,3 milliards contre 665,5 milliards en 2004, en augmentation de 15,9 %. Cette évolution s'explique principalement par la hausse sensible des dépenses des biens et services et des dépenses de transfert qui ont progressé de 22,5 % et 58,0 % respectivement.

L'excédent du solde primaire a représenté en 2005 12,4 % du PIB contre 11,9 % en 2004 et celui du solde budgétaire de base, 9,5 % du PIB contre 8,0 % en 2004.

En définitive, l'excédent du solde budgétaire global, base ordonnancements, hors dons, a augmenté pour se fixer à 428,9 milliards (+9,4 % du PIB) contre 289,7 milliards en 2004, soit 7,6 % du PIB.

En y incorporant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 79,0 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 218,3 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 215,1 milliards, le besoin de financement global

s'élèverait à 83,5 milliards. Il est entièrement couvert par la mobilisation du financement extérieur dont 72,6 milliards au titre du rééchelonnement de la dette extérieure, de 2,0 milliards au titre des dons et 8,9 milliards de tirages nets.

4.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, s'est davantage amélioré, pour se fixer à 695,2 milliards, soit 15,2 % du PIB, contre 520,1 milliards en 2004 (+13,7 % du PIB). Cette évolution s'explique essentiellement par une progression de 43,2 % de l'excédent commercial qui se situe à 2 159,4 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 28,0 % (contre 14,9 % un an plus tôt).

Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est alourdi, pour se fixer à 488,6 milliards en 2005 contre 421,1 milliards en 2004, en raison d'importantes sorties de capitaux (autres investissements), alors que les investissements directs ont augmenté de plus de 46 %.

En conséquence, l'excédent de la balance des paiements a cru pour s'établir à 103,3 milliards contre 18,0 milliards en 2004.

En y incorporant la reconstitution des réserves à hauteur de 168,8 milliards et le paiement des arriérés extérieurs de 7,1 milliards, le besoin de financement extérieur s'est établi à 72,6 milliards et qui est totalement couvert par un réaménagement de la dette extérieure.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une amélioration des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (10,7 % et 23,4 % en 2005 contre 17,8 % et 35,8 % en 2004 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 35,8 % en 2005 contre 47,0 % en 2004.

4.5 Situation monétaire

A l'examen des données disponibles à fin décembre 2005, la situation monétaire du Gabon reste caractérisée par une forte augmentation des avoirs extérieurs et par conséquent, une hausse de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 87,9 % et les crédits à l'économie de 9,9 % passant respectivement de 285,5 milliards et de 422,9 milliards en 2004 à 536,5 milliards et de 464,9 milliards en 2005. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont fortement baissé (84,6 %) en liaison avec l'amélioration des finances publiques. En conséquence, la masse monétaire s'est accrue de 27,1 %, s'établissant à 834,8 milliards à fin décembre 2005 contre 656,9 milliards un an plus tôt. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 74,8 %.

4.6 Perspectives économiques pour 2006

Selon les projections, la croissance de l'économie gabonaise connaîtrait une décélération en 2006, avec un taux de 2,3 % contre 3,0 % en 2005. Cette évolution s'expliquerait par la baisse prévisible de la production pétrolière (-2,6 %), pendant que le secteur hors-pétrole maintiendrait son niveau d'activité. Cela se traduirait par des contributions de 0,6 point, 0,8 point et 1,5 point respectivement pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'inflation se situerait à 1,8 %.

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires augmenteraient de 10,9 % et les dépenses diminueraient de 0,7 %. En conséquence, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait excédentaire à 13,1 % du PIB contre 9,4 % en 2005.

Sur le plan des échanges extérieurs, l'excédent du solde des transactions courantes, hors dons, s'améliorerait pour se situer à 18,6 % du PIB en 2006 contre 15,2 % un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (65,6 %) et des crédits à l'économie (5,4 %). La masse monétaire augmenterait de 25,5 % et le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 81,6 %.

4.7 Situation sociale

L'année 2005 a été marquée par la finalisation du Document de Stratégie de Croissance et de la Réduction de la Pauvreté (DSCR) qui retrace le diagnostic de la situation sociale et les stratégies à mettre en place pour éradiquer la pauvreté au Gabon. Il faut noter que les grands piliers du DSCR sont au nombre de quatre, à savoir :

- la promotion d'une croissance forte, soutenue et génératrice d'emplois et bénéfique aux pauvres;
- les infrastructures;
- l'amélioration de l'accès des populations aux services essentiels (santé, éducation, habitat);
- la gouvernance.

En attendant la mise en œuvre de cette stratégie prévue pour 2006, la pauvreté au Gabon reste toujours caractérisée par une forte disparité des revenus, un taux élevé du chômage, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population rurale. D'après le rapport mondial sur le développement humain 2005, il existe un écart de 43 places entre le classement du Gabon selon l'indice de développement humain (123^{ème} sur 177) et son classement d'après le PIB par habitant (80^{ème} sur 177).

5. GUINEE EQUATORIALE

En 2005, la situation macroéconomique de la Guinée Equatoriale s'est caractérisée par une croissance économique moins forte qu'en 2004, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une légère augmentation des tensions inflationnistes et une amélioration du compte courant.

5.1 Secteur réel

Dans ce contexte, la croissance économique s'est établie à 8,3 % contre 29,4 % en 2004, se traduisant par une augmentation du PIB réel par habitant de 5,4 % pour un taux de croissance démographique de 2,9 %.

Du côté de l'offre, cette performance provient principalement des activités pétrolières, soutenues par la poursuite des grands travaux de l'Etat et la production des dérivés du pétrole (méthanol). En effet, la filière des hydrocarbures est restée l'élément moteur de la croissance, avec un concours de 5,3 points dont 2,5 points pour le pétrole et 2,8 points pour le méthanol. Les branches "commerce, restaurant, téléphonie mobile et hôtel" et « services financiers et immobiliers » ont contribué positivement de l'ordre 0,8 point à la croissance, en liaison avec la reprise timide des activités économiques non pétrolières. En revanche, la contribution du secteur primaire hors pétrole à la croissance a été globalement négligeable.

S'agissant de la demande, la demande intérieure a impulsé la croissance, avec une contribution de 24,4 points, en liaison avec l'augmentation des investissements bruts, dont la contribution est évaluée à 19,4 points et dans une moindre mesure, l'apport de la consommation (+5,1 points). La situation des investissements, particulièrement privés du secteur pétrolier, reflète la redynamisation des programmes d'investissement des entreprises pétrolières par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, l'évolution de la consommation globale a bénéficié des conséquences de la création d'emploi au niveau du secteur de la construction et du recrutement de nouveaux fonctionnaires notamment dans les secteurs prioritaires de l'éducation et de la santé publique au niveau de l'administration publique. En revanche, la demande extérieure nette a affecté la croissance à la baisse, avec une contribution de (- 16,1 points), en raison notamment de la faible augmentation des exportations et de la hausse des importations liées aux projets d'infrastructures publiques, et

aux travaux de développement des champs pétroliers ainsi que des achats des biens de consommation courante.

5.2 Prix

L'évolution du niveau général des prix a été caractérisée par la persistance des tensions inflationnistes. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des ménages nationaux suivi par la Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux, a progressé de 5,0 % en moyenne annuelle en 2005 contre une progression de 4,2 % en 2004.

Les principales composantes ayant sensiblement évolué sont les frais d'hôtel et de restaurant, l'habillement, le logement, les transports et l'équipement. Cette pression inflationniste s'explique par la fermeté de la demande intérieure, entretenue par la hausse du prix des produits pétroliers qui a entraîné une augmentation du coût des transports, les recrutements dans la fonction publique et le renchérissement du prix de la viande en raison des difficultés d'approvisionnement en viandes congelées en provenance de l'extérieur.

5.3 Finances publiques

Pour l'année 2005, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 1 410,2 milliards (+37,5 % du PIB) contre 773,5 milliards en 2004 (+31,7 % du PIB), en hausse de 82,3 % par rapport à 2004. Cette évolution s'explique principalement par la progression des recettes pétrolières, passées de 700,3 milliards en 2004 à 1 307,5 milliards un an après, en relation avec la flambée des cours mondiaux du baril conjuguée à la hausse modérée de la production pétrolière et du gaz en dépit d'un dollar américain moins fort. Les recettes non pétrolières ont également connu une progression de 40,2 %, pour s'établir à 102,6 milliards en 2005 par rapport à 73,2 milliards réalisés un an auparavant. Quoique inférieur aux prévisions escomptées, ce résultat traduit la préoccupation des régies financières dans le recouvrement des droits et taxes, dans un contexte marqué par l'accélération de la demande d'importations et la difficile mise en place de la TVA. En outre, la mise en application du NIF et la création de chaînes de centralisation des dépenses n'ont pas été effectives. En effet, il y a lieu de souligner que des difficultés subsistent dans la taxation du secteur commercial. Dans une économie où nombre d'opérateurs économiques ne disposent pas d'états comptables ni financiers fiables, les efforts de sensibilisation déployés par le Gouvernement tardent à se faire sentir.

Pour leur part, les dépenses budgétaires ont atteint 609,9 milliards (+16,2 % du PIB en 2005) contre 484,5 milliards (19,9 % du PIB) un an plus tôt, en hausse de 25,9 % par rapport à celles réalisées en 2004. Cette évolution traduit les effets d'une politique budgétaire expansionniste, en raison des besoins de développement du pays. Cela se traduit par un accroissement des dépenses courantes de 34,9 %, passant de 121,5 milliards en 2004 à 163,9 milliards en 2005. Ainsi, la masse salariale s'est établie à 36,6 milliards contre 30,9 milliards (+18,5%), en relation avec certains recrutements opérés au cours de l'année et l'ouverture de nouvelles ambassades à l'étranger (Londres, Berlin, Luanda et Brasilia). Les dépenses de biens et services ont augmenté de 60,0%, pour s'établir à 82,0 milliards en 2005 contre 50,5 milliards un an plus tôt, en liaison notamment avec la hausse des fonds spéciaux et des dépenses de souveraineté et le programme d'équipement des différents départements ministériels. De leur côté, les dépenses d'investissements publics, presque entièrement financées sur ressources propres (99,6%), qui se chiffrent à 446,0 milliards, ont accusé une hausse de 22,9% comparativement à celles engagées en 2004. Ce résultat traduit les efforts du Gouvernement dans sa politique d'engagement des ressources nécessaires à la mise en place des infrastructures de base.

L'excédent du solde primaire est passé de 12,0 % du PIB en 2004 à 21,4 % du PIB en 2005, et celui du solde budgétaire de base, de 11,9 % du PIB à 21,3 % du PIB en 2005.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a atteint 800,3 milliards en 2005 (+21,3 % du PIB) contre 289,0 milliards une année auparavant (+11,8 % du PIB). Compte

tenu de l'apurement à hauteur de 32,0 milliards des arriérés de paiements intérieurs et extérieurs, de 13,9 milliards de l'amortissement de la dette extérieure et de 769,1 milliards du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire, le besoin de financement global de l'Etat s'est établi à 14,7 milliards. Il a été entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs dont 1,4 milliards au titre des tirages et 13,3 milliards au titre d'allègement de la dette extérieure.

5.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde des transactions courantes, transferts publics exclus, s'est réduit de façon substantielle, passant de 646,3 milliards (26,5 % du PIB) en 2004, à 482,4 milliards (12,8 % du PIB) en 2005. Cette évolution s'explique notamment par l'amélioration des termes de l'échange (+37,5 %) à travers la hausse des prix à l'exportation du pétrole et la baisse des prix à l'importation, ayant pour conséquence une augmentation de l'excédent commercial.

Ainsi, au niveau du commerce extérieur, les exportations se sont inscrites en hausse de 55,0 %, pour se fixer à 3 763,9 milliards en 2005, en liaison avec la progression des ventes de pétrole et du méthanol, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. Les importations de biens et services ont augmenté de 32,9 %, passant de 827,7 milliards en 2004 à 1 112,5 milliards en 2005, en relation avec l'évolution des achats de biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit du solde de la balance des services s'est aggravé, passant à 726,4 milliards contre 654,0 milliards en 2004, en hausse de 11,1 %. Le déficit de la balance des revenus et celui de la balance des transferts courants se sont également dégradés, passant de 1 557,6 et 24,3 milliards en 2004 à 2 361,7 et 35,2 milliards respectivement.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a atteint 1036,3 milliards contre 940,4 milliards en 2004, en raison de l'entrée moins importante des investissements privés, notamment dans le secteur pétrolier.

En définitive, le solde de la balance des paiements a dégagé un excédent de 723,5 milliards, équivalent à 18,8 % du PIB contre 344,2 milliards (+14,1 % du PIB) en 2004. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 714,2 milliards et d'une diminution des arriérés de paiement de 22,7 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 13,4 milliards. Il a été entièrement couvert par un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 13,3 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une légère dégradation des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (0,4 % en 2005 contre 0,3 % en 2004 ; 1,1 % contre 0,9 % respectivement). En revanche, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est amélioré, revenant à 3,9 % en 2005 contre 6,9 % en 2004.

5.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2005, la situation monétaire de la Guinée Equatoriale fait ressortir une consolidation notable des avoirs extérieurs nets, qui se sont établis à 1 245,3 milliards contre 503,6 milliards au 31 décembre 2004. Cette évolution s'explique par le dynamisme des exportations de pétrole et de méthanol, en rapport avec l'augmentation de la production et des cours du brut, ainsi que par le rapatriement plus régulier des recettes d'exportation pétrolières.

Les crédits à l'économie se sont inscrits en hausse sensible, passant de 62,8 milliards en décembre 2004 à 93,8 milliards en décembre 2005, en liaison avec le rythme soutenu de l'activité économique, notamment dans les BTP, le secteur para-pétrolier, le commerce et les services.

La situation nette de l'Etat vis-à-vis du système monétaire est ressortie largement créditrice, passant de 332,0 milliards à 1 027,4 milliards à fin décembre 2005, compte tenu d'une augmentation sensible des dépôts publics auprès de la Banque centrale (+596,8 milliards) et, dans une moindre mesure, des banques commerciales (+96,4 milliards).

Reflétant ces évolutions, la masse monétaire s'est accrue de 34,7 %, pour se fixer à 279,1 milliards au à fin décembre 2005 contre 207,2 milliards un an auparavant. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 100,2 % à fin décembre 2005 comme en 2004.

5.6 Perspectives pour 2006

En 2006, les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale se caractériseraient par un taux de croissance de 8,3 %, et un niveau d'inflation élevé par rapport au seuil de 3,0 % requis par la CEMAC.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, représenterait 25,5 % du PIB, en raison d'une progression substantielle des recettes pétrolières et d'une forte baisse des dépenses publiques. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le solde du compte des transactions courantes, hors dons, deviendrait positif de l'ordre de 0,5 % du PIB en 2005 contre un déficit de 12,8 % du PIB en 2005.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+78,3 %) et des crédits à l'économie (+37,1 %), et un repli des créances nettes sur l'Etat (-98,4 %). Le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 100,1 %.

5.7 Situation sociale

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2005 (PNUD), l'indice de développement humain en 2003, est estimé à 0,655 pour la Guinée Equatoriale, classant ainsi le pays au 121^{ème} rang mondial sur 177 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 43 ans. Pour la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 97 ‰ et infanto juvénile de 146 ‰, selon la même source.

6. TCHAD

Après une forte croissance en 2004, première année pleine d'exploitation pétrolière, les performances économiques du Tchad se sont caractérisées en 2005 par un ralentissement substantiel du taux de croissance, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, une stabilisation de la situation monétaire et une reprise des tensions inflationnistes.

6.1 Secteur réel

En 2005, l'économie tchadienne a réalisé un taux de croissance du PIB réel de 8,4 % contre 34,1 % en 2004.

Ces résultats proviennent, **du côté de l'offre**, principalement du secteur primaire avec une contribution à la croissance économique de 3,8 % dont 2,6 % pour l'agriculture, alors que celle du sous-secteur pétrole n'a été que de 0,7 %. Le secteur tertiaire a contribué à la croissance à hauteur 3,3 %, grâce notamment aux administrations publiques et au commerce (1,6 % et 1,3 % de contribution respectivement). Quant au secteur secondaire, il a contribué à la croissance de 1,0 point dont, 0,3 point pour les industries manufacturières ainsi que pour les bâtiments et travaux publics.

Du côté de la demande, la croissance a profité de la demande intérieure avec une contribution de 18,2 % impulsée principalement par la consommation (11,9 % dont 8,5 % pour le privée) et par les investissements bruts (6,3 %). Quant à la demande extérieure nette, elle a obéré la croissance de 9,7 %, sous l'effet conjugué de la faible contribution des exportations et d'une forte contribution en sens opposé des importations des biens et services non facteurs (1,1 % et -10,8 % respectivement).

6.2 Prix

L'année 2005 a connu une forte poussée d'inflation à 7,9 % contre une forte déflation de 5,3 % en 2004, en raison des fortes tensions inflationnistes du premier semestre de 2005, conséquence des mauvaises récoltes de la campagne 2004/2005 ayant induit des poches de famines dans certaines régions. Les retombées de la bonne campagne 2005/2006 n'ont pas pu infléchir substantiellement cette tendance dans la mesure où elles ne sont intervenues que sur le dernier trimestre de 2005.

6.3 Finances publiques

En 2005, les recettes courantes de l'Etat ont sensiblement augmenté (27,9 %), passant de 226,5 milliards en 2004 à 289,7 milliards en 2005, soit 9,7 % du PIB et 9,4 % du PIB respectivement.

Quant aux dépenses budgétaires, elles ont augmenté de 4,6 %, soit relativement moins vite que les recettes, pour s'établir à 431,2 milliards en 2005 (14,0 % du PIB) contre 412,3 milliards une année plus tôt (17,7 % du PIB). Les augmentations de dépenses proviennent essentiellement des dépenses courantes (52,3 %), alors que les dépenses d'investissement ont baissé de 19,9 %. Les fortes hausses dans les dépenses courantes concernent les postes Biens et services (183,8 %), et les subventions et transferts (106,4 %). Ces différentes hausses s'expliquent par l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers, mais aussi par l'ampleur des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

L'excédent du solde primaire et celui du solde budgétaire de base ont représenté 0,6 % et 0,2 % du PIB respectivement en 2005 contre 2,1 % et 1,6 % du PIB en 2004. Quant au déficit du solde budgétaire global, base engagements, hors dons, il s'est amoindri, revenant de 185,8 milliards en 2004 à 141,5 milliards en 2005, soit respectivement 8,0 % et 4,6 % du PIB.

En y incorporant l'apurement d'arriérés intérieurs et extérieurs de 0,2 milliard, l'amortissement de la dette extérieure de 11,4 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 16,4 milliards, le besoin de financement de l'Etat s'est élevé à 169,5 milliards. La mobilisation du financement extérieur comprenant 110,2 milliards au titre de dons, 58,1 milliards au titre d'emprunts et 1,2 milliard au titre de l'allègement de la dette extérieure a permis de couvrir entièrement ce besoin.

6.4 Balance des paiements

Le déficit des transactions courantes hors dons, s'est creusé, s'établissant à 495,7 milliards (16,1 % du PIB) alors qu'il était de 408,5 milliards (17,5 % du PIB) à fin décembre 2004. Ce résultat découle principalement de la forte dégradation de la balance des revenus et de celle des services, atténuée par l'amélioration du solde de la balance commerciale, passant de 703,9 milliards en 2004 à 1010,1 milliards en 2005 sous l'effet des exportations pétrolières. En effet, le déficit de la balance des revenus est passé de 340,9 milliards en 2004 à 635,5 milliards en 2005, en liaison avec le recouvrement des coûts (rémunération des investissements directs) des sociétés pétrolières. Celui de la balance des services est passé de 813,6 milliards en 2004 à 910,0 milliards en 2005. En revanche, le solde des transferts courants est resté excédentaire de 123,2 milliards, soit légèrement au dessus de son niveau de 2004 (115,8 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a presque doublé, atteignant 494,2 milliards en 2005, contre 286,2 milliards en 2004, sous l'effet notamment d'une forte hausse des investissements directs.

Il en résulte une légère amélioration de l'excédent du solde de la balance des paiements, qui est passé de 12,6 milliards, équivalent à 0,5 % du PIB en 2004, à 23,5 milliards, soit 0,5 % du PIB en 2005. En intégrant un rééchelonnement de 1,2 milliard, ce montant a servi à la reconstitution des réserves officielles de 21,6 milliards, et à l'apurement d'arriérés extérieurs de 3,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (1,1 % et 6,4 % en 2005 contre 1,7 % et 9,0 % en 2004 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 27,7 % en 2005 contre 34,8 % en 2004.

6.5 Situation monétaire

Les informations disponibles à la fin décembre 2005 indiquent une augmentation de 41,3 % des avoirs extérieurs nets, passant de 55,8 milliards en 2004 à 78,9 milliards. Les crédits à l'économie ont enregistré de leur côté une hausse de 39,6 %, se fixant à 129,6 milliards, et les créances nettes sur l'Etat, de 2,8 % pour s'établir à 86,2 milliards en 2005. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 63,5 % contre 71,4 % en 2004.

La masse monétaire a progressé de 31,7 %, passant de 188,7 milliards à fin décembre 2004 à 248,5 milliards au 31 décembre 2005.

6.6 Perspectives pour 2006

Les performances du Tchad de 2006 resteraient dans la tendance de 2005, avec un taux de croissance réelle modéré de 4,5 % ; l'année connaîtrait une maîtrise de l'inflation à 3,0 % contre 8,4 % en 2005, en liaison avec la bonne campagne agricole 2005/2006.

Au niveau des finances publiques, le déficit du solde budgétaire, base engagement et hors dons s'amoinerait sensiblement, revenant de 141,5 milliards en 2005 à 46,0 milliards en 2006, en liaison avec, entre autres, le paiement de l'impôt sur les sociétés pétrolières.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons se réduirait sensiblement, revenant de 495,7 milliards, représentant 16,1 % du PIB en 2005, à 188,7 milliards, soit 5,0 % du PIB.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+162,8 %) et des crédits à l'économie (+12,5 %), alors que les créances nettes sur l'Etat baisseraient fortement de 67,7 %. Le taux de couverture s'établirait à 69,3 %. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 35,5 %.

6.7 Situation sociale

La situation sociale au Tchad est marquée par une mise en œuvre timide de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), achevée et approuvée par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale en 2003. C'est de manière sectorielle que beaucoup d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté sont entreprises, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ainsi, de 56 % en 2003 l'on est passé à 61 % du réseau national permanent accessible en 2004. Le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a également été amélioré : de 2003 à septembre

2004, 415 ouvrages hydrauliques (400 pompes à motricité et 15 châteaux d'eau) ont été réalisés. Il faut noter que malgré l'arrivée des recettes pétrolières, les fonctionnaires ont connu des retards de salaires qui les ont amenés à se mettre en grève. Le gouvernement a modifié la loi sur la gestion des revenus pétroliers pour inclure dans les secteurs prioritaires la sécurité et le salaire des fonctionnaires, ce qui a conduit la Banque Mondiale à suspendre pendant un moment ses finances, avec un impact négatif sur la situation sociale.

ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES

Tableau 4 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation

(en variation annuelle)

	PIB				PRIX			
	2004	2005 Est.	2006 Prév.	2007 Prév.	2004	2005 Est.	2006 Prév.	2007 Prév.
Monde	5,3	4,8	4,9	4,7	-	-	-	-
Pays avancés	3,3	2,7	3,0	2,8	2,0	2,3	2,3	2,1
Etats-Unis	4,2	3,5	3,4	3,3	2,7	3,4	3,2	2,5
Japon	2,3	2,7	2,8	2,1	-	-0,3	0,3	0,6
Zone Euro	2,1	1,3	2,0	1,9	2,1	2,2	2,1	2,2
Autres pays	7,3	6,4	6,1	6,6	5,8	5,9	5,5	4,8
Afrique	5,5	5,2	5,7	5,5	8,1	8,5	9,1	7,3
Afr. Sub-saharienne	5,6	5,5	5,8	5,7	9,7	10,6	10,7	8,2
Maghreb	5,1	4,1	5,2	5,0	2,9	1,5	3,7	3,8
Afrique du Sud	4,5	4,9	4,3	4,1	1,4	3,4	4,5	4,9
Nigeria	6,0	6,9	6,2	5,2	15,0	17,9	9,4	6,5
Asie en développement	8,8	8,6	8,2	7,6	4,0	3,5	3,8	3,4
ASEAN-4**	5,8	5,2	5,1	5,7	4,6	7,5	8,8	4,6
Asie du Sud	7,7	7,9	7,1	6,9	4,3	5,0	5,3	5,2
Chine	10,1	9,9	9,5	9,0	3,9	1,8	2,0	2,2
Amérique Latine	5,6	4,3	4,3	3,6	6,5	6,3	5,8	5,6
Argentine	9,0	9,2	7,3	4,0	4,4	9,6	12,9	15,0
Brésil	4,9	2,3	3,5	3,5	6,6	6,9	4,9	4,4
Chili	6,1	6,3	5,5	5,2	1,1	3,1	3,8	3,0
Mexique	4,2	3,0	3,5	3,1	4,7	4,0	3,5	3,0
Pays émergents d'Europe	6,6	5,4	5,3	4,8	6,2	4,9	4,2	3,4
Turquie	8,9	7,4	6,0	5,0	8,6	8,2	6,5	4,4
Communauté des Etats Indépendants	8,4	6,5	6,0	6,1	10,3	12,3	10,4	9,7
Russie	7,2	6,4	6,0	5,8	10,9	12,6	10,4	9,5
Moyen Orient	5,4	5,9	5,7	5,4	8,4	8,4	8,7	8,5
Arabie Saoudite	5,2	6,5	6,3	6,4	0,3	0,4	1,0	1,0

Source : FMI (World Economic Outlook, avril 2006)

** Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande

Tableau 5 : Evolution des prix des matières premières

Produits	Variations annuelles (en %)			Prix en dollars ou en cents		
	2004	2005 Est.	2006 Prév.	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Café Robusta (c/lb)	-3	43	23	37	53	65
Cacao (\$/tonne)	-12	0	1	1551	1545	1556
Coton (c/lb)	-2	-11	7	62	55	59
Huile d'arachide (\$/t)	6	-15	-7	910	769	717
Huile de palme (\$/t)	6	-15	4	435	368	384
Bois en grumes (\$/m3)	5	3	10	197	202	223
Caoutchouc (\$/t)	20	15	35	59	68	92
Pétrole (\$/baril)	33	42	14	38,3	54,4	61,9

Source : FMI (World Economic Outlook, avril 2006)

Tableau 6 : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	3,8	25,2	4,1	9,4	2,5	9,3
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	3,7	30,0	3,3	2,3	4,8	15,6
Sylviculture	-2,7	-21,5	-1,4	5,1	-3,3	6,7
Industries extractives	5,9	31,6	6,0	18,8	0,7	2,6
Secteur secondaire	15,2	52,2	2,5	5,7	4,4	5,7
Industries manufacturières	6,7	98,4	2,0	2,9	2,0	3,2
Bâtiments et Travaux Publics	23,1	-18,1	3,2	8,7	9,1	6,7
Autres	44,9	1,0	5,4	22,7	13,9	19,3
Secteur tertiaire	5,6	18,3	6,3	5,8	5,3	4,8
Services marchands	6,5	25,9	7,3	6,1	5,4	5,1
Services non marchands	3,7	1,3	3,6	5,1	4,9	3,9
PIB au coût des facteurs	6,7	27,3	4,7	7,0	4,1	6,5
Droits et Taxes à l'importation	1 899,8	-64,8	-1,2	-0,5	0,6	-20,9
PIB aux prix constants du marché de 1992	40,2	4,1	4,2	6,4	3,8	4,5
PIB du secteur pétrolier	43,7	2,7	6,1	20,7	1,5	5,1
PIB du secteur non pétrolier	39,7	4,3	3,9	4,2	4,2	4,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 bis : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	1,3	6,5	1,3	2,9	0,8	2,9
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,6	3,9	0,5	0,4	0,8	2,5
Sylviculture	-0,1	-0,6	0,0	0,1	-0,1	0,1
Industries extractives	0,8	3,2	0,8	2,4	0,1	0,4
Secteur secondaire	2,7	7,6	0,5	1,2	0,9	1,2
Industries manufacturières	0,7	8,3	0,3	0,5	0,3	0,5
Bâtiments et Travaux Publics	1,1	-0,7	0,1	0,3	0,3	0,2
Autres	0,9	0,0	0,1	0,5	0,3	0,5
Secteur tertiaire	2,6	6,3	2,5	2,3	2,1	1,9
Services marchands	2,0	6,1	2,1	1,8	1,6	1,5
Services non marchands	0,5	0,1	0,4	0,5	0,5	0,4
PIB au coût des facteurs	6,6	20,4	4,3	6,4	3,8	6,1
Droits et Taxes à l'importation	-0,4	-16,4	-0,1	0,0	0,0	-1,5
PIB aux prix constants du marché de 1992	6,4	4,1	4,2	6,4	3,8	4,5
PIB du secteur pétrolier	1,3	0,4	0,8	2,7	0,2	0,7
PIB du secteur non pétrolier	5,1	3,7	3,4	3,7	3,6	3,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 ter : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Structure, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	43,1	42,2	42,9	48,0	54,2	56,3
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	15,6	15,6	15,0	13,1	12,1	11,2
Sylviculture	1,7	1,5	1,4	1,4	1,0	0,9
Industries extractives	25,8	25,1	26,6	33,5	41,2	44,1
Secteur secondaire	15,0	15,4	15,3	13,9	12,5	12,4
Industries manufacturières	10,9	11,1	11,1	9,6	8,3	7,8
Bâtiments et Travaux Publics	2,5	2,6	2,6	2,5	2,2	2,2
Autres	1,5	1,7	1,7	1,8	2,0	2,4
Secteur tertiaire	35,7	36,4	35,9	32,9	28,7	27,0
Services marchands	28,0	28,5	28,0	25,7	22,5	21,2
Services non marchands	7,7	7,9	7,9	7,2	6,2	5,8
PIB au coût des facteurs	93,8	94,0	94,1	94,8	95,5	95,7
Droits et Taxes à l'importation	6,2	6,0	5,9	5,2	4,5	4,3
PIB aux prix courants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	25,7	25,0	26,4	33,6	41,4	46,0
PIB du secteur non pétrolier	74,3	75,0	73,6	66,4	58,6	54,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

Tableau 7 : CEMAC : Ressources et Emplois

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	40,2	4,1	4,2	6,4	3,8	4,5
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	45,6	5,3	3,7	4,6	9,0	7,4
Consommation	50,3	6,9	2,4	4,3	7,7	5,5
Publique (Etat)	24,2	0,5	-5,5	34,1	1,1	43,2
Privé	52,0	7,2	2,8	3,0	8,1	3,5
Investissements bruts	31,2	-0,4	8,7	5,8	13,2	13,4
Formation brute de capital fixe	32,4	0,0	8,8	5,6	13,3	13,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	24,2	0,5	-5,5	34,1	1,1	43,2
Privé (Entreprises et menages)	34,2	-0,1	11,8	0,6	16,2	7,2
Secteur pétrolier	41,0	-25,8	42,5	-1,2	33,0	10,3
Secteur non pétrolier	29,9	17,8	-1,6	1,7	5,8	4,8
Variations des stocks	-67,0	-137,2	108,7	-68,1	112,3	-25,1
EXPORTATIONS NETTES	410,3	27,9	-3,0	-24,3	127,9	37,3
Exportations de biens et services	4,0	4,9	7,5	14,6	3,2	3,8
Importations de biens et services	25,3	9,9	4,8	5,6	23,8	14,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 7 bis : CEMAC : Ressources et Emplois

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	6,4	4,1	4,2	6,4	3,8	4,5
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	12,4	5,5	4,0	4,9	9,4	8,1
Consommation	4,5	5,6	2,0	3,6	6,2	4,6
Publique (Etat)	1,0	0,5	-0,5	0,2	0,8	0,7
Privé	3,5	5,1	2,5	3,3	5,5	3,9
Investissements bruts	7,9	-0,1	2,0	1,4	3,1	3,4
Formation brute de capital fixe	8,1	0,0	2,0	1,3	3,1	3,4
Publique (Etat et Ad.publiques)	1,1	0,0	-0,2	1,2	0,0	1,9
Privé (Entreprises et menages)	7,0	0,0	2,2	0,1	3,1	1,5
Secteur pétrolier	3,3	-2,1	2,4	-0,1	2,4	1,0
Secteur non pétrolier	3,7	2,0	-0,2	0,2	0,7	0,6
Variations des stocks	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	-6,0	-1,5	0,2	1,5	-5,5	-3,5
Exportations de biens et services	1,0	1,0	1,5	3,0	0,7	0,8
Importations de biens et services	-7,0	-2,4	-1,3	-1,5	-6,2	-4,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 7 ter : CEMAC : Ressources et Emplois

(Structure du PIB, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	95,7	98,6	94,8	87,8	82,4	75,4
Consommation	62,0	66,4	62,7	60,1	56,1	49,6
Publique (Etat)	8,7	9,1	8,2	7,5	6,9	6,6
Privé	53,3	57,4	54,5	52,5	49,2	42,9
Investissements bruts	33,7	32,2	32,1	27,7	26,3	25,9
Formation brute de capital fixe	33,0	32,2	31,7	27,6	25,9	25,6
Publique (Etat et Ad.publiques)	5,3	5,2	4,7	5,7	4,9	5,8
Privé (Entreprises et menages)	27,7	27,1	27,0	21,9	21,1	19,9
Secteur pétrolier	12,6	10,4	11,6	8,1	9,4	9,1
Secteur non pétrolier	15,1	16,7	15,4	13,8	11,7	10,8
Variations des stocks	0,6	-0,1	0,4	0,1	0,4	0,2
EXPORTATIONS NETTES	4,3	1,4	5,2	12,2	17,6	24,6
Exportations de biens et services	43,5	41,1	42,6	47,9	53,2	60,0
Importations de biens et services	-39,2	-39,7	-37,4	-35,7	-35,6	-35,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 8 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)

Etats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,5	2,9	3,0
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,3	2,0	2,6
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	-0,2	1,8
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 9 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.

(En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Recettes totales	3556,1	3536,0	3673,9	4217,4	5976,4	7396,2
Recettes pétrolières	1822,7	1737,5	1734,9	2259,4	3774,1	5049,7
Recettes non pétrolières	1733,4	1798,5	1939,1	1957,9	2202,4	2346,4
Dépenses totales	3334,1	3417,4	3167,2	3602,7	4001,8	4564,8
Dépenses courantes	2494,8	2557,2	2350,7	2459,6	2798,7	2945,9
Salaires et traitements	778,9	838,9	887,4	923,0	920,9	968,9
Biens et services	599,8	672,6	539,6	588,9	780,9	892,1
Transferts et subventions	412,3	490,9	447,1	470,6	665,8	691,0
Intérêts	703,8	554,6	476,6	477,1	431,1	393,9
Dette extérieure	635,6	476,0	394,1	404,4	346,0	323,8
Dette intérieure	68,2	78,7	82,5	72,7	85,1	70,1
Dépenses en capital	839,3	860,2	816,5	1143,1	1203,0	1618,9
Sur ressources locales	599,6	626,0	564,9	808,8	969,8	1277,7
Sur ressources extérieures	239,7	234,2	251,6	334,3	233,2	341,3
Solde primaire (en milliards de FCFA)	1165,5	907,5	1234,9	1426,0	2639,0	3566,5
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	7,4	5,4	7,1	7,1	10,7	12,7
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	461,7	352,9	758,3	948,9	2207,9	3172,6
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	2,9	2,1	4,4	4,7	9,0	11,3
Déficit global (base engagements hors dons)	222,0	118,7	506,7	614,6	1974,7	2831,4
Déficit global (base engagements hors dons) en % du PIB	1,4	0,7	2,9	3,1	8,0	10,1
Déficit global (base engagements dons compris)	372,8	265,4	697,7	782,5	2159,7	3026,0
Variations des arriérés (baisse -)	-139,4	-264,8	91,0	-1988,7	-190,5	-2056,0
Intérieurs (principal et intérêts)	-305,3	-131,2	-108,3	-82,3	-145,7	-298,9
Extérieurs (principal et intérêts)	165,9	-133,5	199,3	-1906,3	-44,9	-1757,1
Déficit global (base trésorerie)	82,6	-146,1	597,7	-1374,1	1784,1	775,4
Financement total	-82,6	146,1	-597,7	1374,1	-1784,1	-775,4
Extérieur	-52,5	604,3	25,8	2089,0	-102,5	1737,7
Dons	150,8	146,8	191,0	167,9	185,0	194,6
Tirages	258,4	408,1	163,8	285,4	122,4	215,2
Amortissements de la dette extérieure	-858,5	-829,5	-725,9	-776,4	-827,5	-814,5
Allégements de la dette extérieure	390,8	879,0	397,0	2413,1	417,6	2145,6
Autres	6,0	...	0,0	-1,0	0,0	-3,2
Intérieur	-30,1	-458,3	-623,5	-714,9	-1681,6	-2531,0
Système bancaire	242,2	-48,9	26,1	-362,1	-1129,5	-1638,9
Non bancaire	-272,3	-409,4	-649,7	-352,9	-552,1	-892,0
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,9

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 10 : CEMAC: Balance des paiements.

(en milliards de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	-1164,1	-1634,3	-1363,6	-608,5	-213,0	1003,3
Solde du compte courant (transf. publics inclus) en % du PIB		-9,8	-7,8	-3,0	-0,7	3,3
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	-1320,2	-1787,6	-1469,8	-715,2	-355,2	896,3
Solde du compte courant (transf. publics exclus) en % du PIB		-10,7	-8,4	-3,6	-1,4	3,3
Solde du commerce extérieur	2721,0	2349,0	3185,2	5086,2	7528,4	10757,3
Exportations, fob	6247,8	6241,9	6764,1	8951,4	12370,8	16082,3
Importations, fob	-3526,8	-3892,8	-3578,8	-3865,2	-4842,4	-5325,0
Balance des services	-2043,7	-2115,5	-2281,2	-2646,6	-3209,3	-3861,7
Balance des revenus	-1943,7	-1952,1	-2337,7	-3158,4	-4654,2	-5912,0
Solde des transferts courants	102,2	84,3	70,1	110,4	122,1	200,0
Compte de capital et d'opérations financières	531,3	1175,9	767,4	741,4	940,8	489,3
Compte de capital	94,7	92,5	166,1	144,5	144,4	196,3
Compte financier	436,6	1083,4	601,3	596,8	796,4	292,7
Erreurs et omissions	-36,5	-41,6	9,3	-65,2	296,6	10,0
Solde global	-669,3	-500,0	-586,9	67,7	1024,5	1503,3
Financement	669,3	500,0	586,9	-67,7	-1024,5	-1503,3
Variations des réserves off. (baisse +)	112,6	-245,5	-9,4	-574,4	-1397,1	-1909,3
Financements exceptionnels	556,7	745,5	596,3	506,7	372,7	388,0
Variations des arriérés ext. (baisse -)	165,9	-133,5	199,3	-1906,3	-44,9	-1757,3
Réaménagements de la dette	390,8	879,0	397,0	2413,1	417,6	2145,0
GAP résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 11 : CEMAC : Situation monétaire.

(En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	795,6	854,8	821,5	1511,6	3062,0	5202,2
Avoirs intérieurs nets	1549,1	1822,2	1890,1	1464,4	438,7	-1068,1
Crédits intérieurs nets	2362,0	2371,9	2479,6	2066,0	1104,6	-388,1
Créances nettes sur l'Etat	860,6	780,1	824,3	442,3	-700,9	-2410,3
Crédits à l'économie	1501,3	1591,7	1655,3	1623,7	1805,4	2022,1
Autres postes nets	-812,9	-549,6	-589,5	-601,5	-665,9	-680,0
Masse monétaire	2276,6	2614,9	2655,5	2921,7	3442,8	4076,8
Monnaie fiduciaire	761,8	815,1	769,0	851,5	964,5	1067,1
Dépôts à vue	787,9	953,6	932,6	1059,1	1340,1	1697,3
Dépôts à terme	726,9	846,2	953,9	1011,1	1138,3	1312,4
Allocations de DTS	68,1	62,1	56,2	54,3	57,9	57,3
Variations annuelles, en pourcentage						
Avoirs extérieurs nets	0,2	7,4	-3,9	84,0	102,6	69,9
Crédit intérieur net	16,5	0,4	4,5	-16,7	-46,5	-135,1
Créances nettes sur l'Etat	36,7	-9,4	5,7	-46,3	-258,5	-243,9
Crédits à l'économie	7,4	6,0	4,0	-1,9	11,2	12,0
Masse monétaire (M2)	6,3	14,9	1,6	10,0	17,8	18,4

Source : BEAC, Etats

Tableau 12 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3706,9	3682,8	3864,9	4385,3	6161,5	7590,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	3556,1	3536,0	3673,9	4217,4	5976,4	7396,2
Recettes pétrolières	1822,7	1737,5	1734,9	2259,4	3774,1	5049,7
Recettes non pétrolières	1733,4	1798,5	1939,1	1957,9	2202,4	2346,4
recettes fiscales	1601,9	1656,3	1780,0	1794,6	1989,1	2145,5
recettes non fiscales	131,5	142,2	159,0	163,3	213,2	200,9
DONS (en milliards)	150,8	146,8	191,0	167,9	185,0	194,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3334,1	3417,4	3167,2	3602,7	4001,8	4564,8
DEPENSES COURANTES	2494,8	2557,2	2350,7	2459,6	2798,7	2945,9
dont salaires et traitements	778,9	838,9	887,4	923,0	920,9	968,9
intérêts de la dette publique	703,8	554,6	476,6	477,1	431,1	393,9
DEPENSES EN CAPITAL	839,3	860,2	816,5	1143,1	1203,0	1618,9
sur financement interne	599,6	626,0	564,9	808,8	969,8	1277,7
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1165,5	907,5	1234,9	1426,0	2639,0	3566,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	461,7	352,9	758,3	948,9	2207,9	3172,6
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	222,0	118,7	506,7	614,6	1974,7	2831,4
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	82,6	-146,1	597,7	-1374,1	1784,1	775,4
STOCK DETTE publique (en milliards)	12619,9	12817,0	12477,7	11380,3	10612,1	9998,4
dette extérieure	12619,9	12123,6	11839,2	10849,8	10233,7	9660,0
dette intérieure	0,0	693,4	638,5	530,5	378,4	338,4
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	256,1	495,1	339,0	49,1	20,5	5,0
arriérés extérieurs	256,1	495,1	341,0	48,7	20,5	5,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	-2,0	0,4	0,0	0,0
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,9	2,1	4,4	4,7	9,0	11,3
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,0	1,3	0,5	2,9	3,0
taux d'endettement public en % du PIB	80,0	76,9	71,7	56,8	43,2	35,6
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	256,1	495,1	339,0	49,1	20,5	5,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63,4	66,6	64,9	73,8	86,6	90,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,4	5,4	7,1	7,1	10,7	12,7
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-	1,8	0,4	-2,3	-6,5	-2,3
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,4	-10,7	-8,4	-3,6	-1,4	3,2
taux de pression fiscale (en %)	13,7	13,2	13,9	13,5	13,8	14,2
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,4	0,7	2,9	3,1	8,0	10,1
solde global, base caisse sur PIB (en %)	0,5	-0,9	3,4	-6,9	7,3	2,8
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	15765,1	16672,7	17402,1	20040,9	24562,4	28045,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	11713,5	12503,9	12799,6	13304,8	14384,7	15150,0
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	11088,1	11537,3	12018,1	12786,1	13276,3	13877,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	6,4	4,1	4,2	6,4	3,8	4,5

Tableau 13 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1393,9	1989,2	1436,8	1395,3	1585,6	1975,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	1251,5	1343,2	1363,3	1312,1	1590,0	1816,6
Recettes pétrolières	337,4	368,9	324,1	349,9	453,3	626,7
Recettes non pétrolières	914,1	974,3	1039,2	962,2	1136,7	1189,8
recettes fiscales	855,5	902,4	948,5	897,0	1029,9	1086,2
recettes non fiscales	54,7	71,9	67,7	72,1	111,1	103,6
DONNS (en milliards)	142,4	646,0	73,5	83,2	-4,4	158,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1179,7	1094,6	1095,8	1140,0	1170,4	1549,7
DEPENSES COURANTES	943,4	941,3	930,5	955,7	998,9	1137,2
salaires et traitements	350,3	389,9	420,0	442,5	414,0	442,0
intérêts de la dette publique	206,1	196,9	195,5	158,9	129,8	132,4
DEPENSES EN CAPITAL	211,2	126,5	154,9	169,1	151,7	322,5
sur financement interne	112,7	98,2	114,3	109,5	124,1	232,5
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	376,4	473,8	503,6	390,6	577,0	489,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	170,3	276,9	308,1	231,7	447,2	356,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	71,8	248,6	267,5	172,1	419,6	266,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-43,3	-368,3	258,2	181,1	383,2	117,0
STOCK DETTE publique (en milliards)	4866,1	4109,8	3886,2	3752,7	3489,1	3308,4
dette extérieure	4866,1	4109,8	3886,2	3752,7	3489,1	3308,4
dette intérieure						
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	-2,0	11,7	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0	0,0	-2,0	-1,0	0,0	0,0
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,4	3,7	3,9	2,8	5,0	3,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	2,8	0,6	0,3	2,0	2,6
taux d'endettement public en % du PIB	68,9	54,2	48,9	45,0	38,9	34,4
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)						
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	38,2	49,0	46,4	51,9	67,4	76,7
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,3	6,2	6,3	4,7	6,4	5,1
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-	1,0	1,8	2,9	-7,7	-1,7
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,0	-7,7	-7,7	-7,5	-4,2	-2,0
taux de pression fiscale (en %)	12,7	12,5	12,7	11,5	12,5	12,3
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,0	3,3	3,4	2,1	4,7	2,8
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,6	-4,9	3,2	2,2	4,3	1,2
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	7061,5	7583,2	7946,3	8333,9	8979,3	9628,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	6711,8	7246,0	7460,0	7792,5	8264,9	8840,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	6940,0	7218,3	7509,2	7787,2	7989,1	8351,9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	41,2	4,0	4,0	3,7	2,6	4,5

Tableau 14 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	87,4	106,0	63,7	78,5	88,0	126,1
RECETTES TOTALES (en milliards)	63,2	78,5	53,7	55,8	58,6	72,3
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	63,2	78,5	53,7	55,8	58,6	72,3
recettes fiscales	50,9	64,9	45,3	48,2	51,9	62,5
recettes non fiscales	12,3	13,6	8,4	7,5	6,7	9,8
DONS (en milliards)	24,3	27,5	10,0	22,7	29,4	53,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	93,6	114,6	85,5	93,7	122,7	97,9
DEPENSES COURANTES	60,9	68,6	66,0	75,5	84,4	69,2
salaires et traitements	29,2	33,1	34,5	38,9	39,2	35,0
intérêts de la dette publique	9,9	11,2	7,8	8,8	9,0	10,7
DEPENSES EN CAPITAL	32,8	46,0	19,5	18,2	38,3	28,7
sur financement interne	9,7	13,5	10,5	7,7	8,4	8,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	2,5	7,6	-15,0	-18,6	-25,2	5,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-7,4	-3,6	-22,8	-27,4	-34,2	-5,4
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-30,5	-36,1	-31,8	-37,9	-64,1	-25,5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-37,8	-14,6	-1,3	-16,9	-37,2	-216,0
STOCK DETTE publique milliards)	552,7	707,4	725,3	733,9	633,9	598,2
dette extérieure	552,7	565,7	578,6	582,2	594,3	558,6
dette intérieure		141,7	146,7	151,7	39,6	39,6
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	8,5	26,3	24,3	20,9	16,9	5,0
arriérés extérieurs	8,5	26,3	24,3	20,9	16,9	5,0
arriérés intérieurs						
Critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-1,0	-0,5	-3,4	-4,0	-4,6	-0,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,8
taux d'endettement public en % du PIB	78,4	99,7	107,0	106,6	84,4	75,8
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	8,5	26,3	24,3	20,9	16,9	5,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98,3	98,0	95,8	85,6	80,8	79,5
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0,4	1,1	-2,2	-2,7	-3,4	0,7
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,0	-4,0	22,1	5,4	-2,8	-18,5
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-4,9	-5,4	-4,8	-5,6	-8,2	-6,5
taux de pression fiscale (en %)	7,2	9,1	6,7	7,0	6,9	7,9
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,3	-5,1	-4,7	-5,5	-8,5	-3,2
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-5,4	-2,1	-0,2	-2,5	-5,0	-27,4
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	704,7	709,5	678,2	688,6	750,8	788,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	704,7	709,5	678,2	688,6	750,8	788,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	468,4	469,9	448,2	463,7	476,7	491,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	2,7	0,3	-4,6	3,5	2,8	3,0

Tableau 15 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	631,8	575,3	613,5	740,4	1300,3	1715,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	628,1	571,7	603,6	737,9	1267,8	1679,0
Recettes pétrolières	430,8	397,5	421,6	530,4	1047,6	1417,4
Recettes non pétrolières	197,3	174,2	182,0	207,6	220,2	261,5
recettes fiscales	185,8	168,2	177,3	200,0	212,2	251,1
recettes non fiscales	11,5	6,0	4,7	7,6	8,0	10,5
DONS (en milliards)	3,7	3,7	9,9	2,5	32,5	37,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	647,9	746,5	606,1	650,4	736,4	850,1
DEPENSES COURANTES	442,5	563,1	470,5	501,5	567,2	564,1
salaires et traitements	118,1	120,4	120,2	122,9	130,0	134,0
intérêts de la dette publique	153,9	176,7	117,8	147,0	150,0	123,5
DEPENSES EN CAPITAL	205,4	181,8	134,8	148,9	169,2	286,0
sur financement interne	200,4	158,1	111,0	122,4	152,9	216,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139,2	25,6	139,1	261,1	697,7	1022,4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-14,8	-151,2	21,3	114,1	547,7	898,8
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-19,8	-174,8	-2,5	87,6	531,4	828,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-125,8	24,6	122,3	-1529,4	461,7	-788,9
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4616,5	4779,6	4762,5	3960,6	3708,2	3375,7
dette extérieure	4344,0	4527,1	4545,0	3753,1	3510,7	3375,7
dette intérieure		272,5	252,5	217,5	207,5	197,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	178,1	211,3	171,2	6,9	3,6	0,0
arriérés extérieurs	178,1	211,3	171,2	6,9	3,6	0,0
arriérés intérieurs						
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,7	-7,2	1,1	4,6	16,0	23,2
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,4	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6
taux d'endettement public en % du PIB	225,4	227,1	234,4	161,3	108,6	87,1
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	178,1	211,3	171,2	6,9	3,6	0,0
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	32,2	19,6	16,4	29,3	71,7	83,2
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,8	1,2	6,8	10,6	20,4	26,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-	2,3	-1,1	-3,3	0,1	0,1
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,6	6,0	14,7	19,6	10,6	15,1
taux de pression fiscale (en %)	20,9	17,2	17,5	18,8	17,8	19,4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-1,0	-8,3	-0,1	3,6	15,6	21,4
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6,1	1,2	6,0	-62,3	13,5	-20,4
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	2048,3	2104,9	2031,7	2455,8	3414,4	3876,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	889,7	978,5	1014,9	1066,3	1188,7	1291,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	883,4	924,0	931,4	964,7	1040,4	1113,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	4,6	0,8	3,6	7,9	7,0

Tableau 16 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1173,6	1020,1	1050,3	1113,6	1362,2	1513,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	1173,6	1018,2	1049,1	1111,5	1360,2	1507,9
Recettes pétrolières	752,9	608,7	570,2	600,0	835,2	959,6
Recettes non pétrolières	420,7	409,5	478,9	511,5	525,0	548,2
recettes fiscales	397,6	383,0	451,0	471,9	494,3	522,6
recettes non fiscales	23,1	26,5	27,9	39,6	30,7	25,6
DONS (en milliards)	0,0	1,9	1,2	2,1	2,0	5,3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1038,7	948,9	792,7	821,9	931,3	924,3
DEPENSES COURANTES	875,1	745,7	661,7	665,5	771,3	724,3
salaires et traitements	219,6	220,6	229,0	226,3	227,8	232,0
intérêts de la dette publique	318,4	153,0	145,0	149,2	129,7	108,8
DEPENSES EN CAPITAL	125,7	135,7	131,0	156,3	160,0	200,0
sur financement interne	116,4	116,7	122,6	142,2	151,1	180,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	462,6	241,3	409,8	453,0	567,5	712,4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	453,3	222,3	401,4	438,9	558,6	692,4
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	134,9	69,3	256,4	289,7	428,9	583,5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	223,7	206,7	251,1	-107,5	349,9	529,5
STOCK DETTE publique (en milliards)	2058,2	2331,6	2161,2	1942,6	1768,7	1527,8
dette extérieure	2058,2	2052,4	1921,9	1781,3	1637,4	1426,5
dette intérieure		279,2	239,3	161,3	131,3	101,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	61,3	246,9	143,7	1,4	0,0	0,0
arriérés extérieurs	61,3	246,9	143,7	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs				1,4		
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	13,1	6,5	11,4	11,6	12,2	13,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,1	0,2	2,3	0,4	-0,2	1,8
taux d'endettement public en % du PIB	59,6	67,8	61,4	51,2	38,7	29,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)						
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	17,0	37,7	44,0	61,8	74,8	81,6
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	13,4	7,0	11,6	11,9	12,4	13,8
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-	3,0	0,2	-1,5	-3,6	-1,4
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10,2	7,5	10,2	13,7	15,2	16,0
taux de pression fiscale (en %)	19,7	18,7	21,7	22,3	21,7	24,2
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	3,9	2,0	7,3	7,6	9,4	11,3
solde global, base caisse sur PIB (en %)	6,5	6,0	7,1	-2,8	7,7	10,3
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	3454,7	3437,3	3519,0	3792,1	4570,9	5151,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2020,0	2050,0	2082,5	2120,3	2276,7	2158,6
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1775,0	1770,3	1814,0	1838,6	1894,1	1937,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	2,1	-0,3	2,5	1,4	3,0	2,3

Tableau 17 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	352,7	414,5	471,2	773,5	1410,2	1821,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	348,0	414,5	471,2	773,5	1410,2	1821,3
Recettes pétrolières	301,6	362,5	408,4	700,3	1307,5	1725,0
Recettes non pétrolières	46,4	52,0	62,8	73,2	102,6	96,3
recettes fiscales	33,5	39,3	46,7	58,2	62,0	59,8
recettes non fiscales	12,9	12,7	16,0	15,0	40,6	36,5
DONS (en milliards)	4,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	155,9	227,2	258,0	484,5	609,9	583,0
DEPENSES COURANTES	61,9	100,6	88,2	121,5	163,9	156,0
salaires et traitements	17,4	26,0	27,5	30,9	36,6	38,9
intérêts de la dette publique	5,2	3,9	3,1	2,1	2,3	1,7
DEPENSES EN CAPITAL	94,0	126,6	169,8	363,0	446,0	427,0
sur financement interne	89,3	126,6	169,5	362,3	444,6	420,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	291,3	317,8	386,1	654,1	1248,6	1667,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	196,8	187,2	213,4	289,8	801,7	1245,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	192,1	187,2	213,2	289,0	800,3	1238,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	176,5	185,6	161,7	275,5	768,3	1199,4
STOCK DETTE publique (en milliards)	220,9	216,1	185,2	168,5	146,6	91,5
dette extérieure	220,9	216,1	185,2	168,5	146,6	91,5
dette intérieure						
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs						
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	15,8	12,9	13,0	11,9	21,3	25,0
taux d'inflation annuel moyen (en %)	8,8	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
taux d'endettement public en % du PIB	17,8	14,9	11,3	6,9	3,9	1,8
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)						
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	96,7	99,1	100,0	100,2	100,2	100,1
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	23,4	21,9	23,5	26,8	33,2	33,5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-	1,3	-0,4	-1,9	-1,4	-0,5
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-49,8	-14,2	-42,6	-26,5	-12,8	-1,6
aux de pression fiscale (en %)	21,2	22,1	22,4	25,7	23,2	20,1
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	15,5	12,9	13,0	11,8	21,3	24,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	14,2	12,8	9,8	11,3	20,4	24,1
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	1242,5	1452,4	1645,0	2439,2	3759,0	4975,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	158,1	178,4	208,9	226,1	267,9	296,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	412,0	495,1	564,4	730,2	790,8	855,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	67,8	20,2	14,0	29,4	8,3	8,2

Tableau 18 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	156,9	202,3	260,1	358,2	399,9	558,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	91,7	110,0	133,1	226,5	289,7	499,2
Recettes pétrolières	0,0	0,0	10,6	78,8	130,4	321,0
Recettes non pétrolières	91,7	110,0	122,5	147,6	159,3	178,2
recettes fiscales	78,6	98,4	111,2	119,3	138,9	163,2
recettes non fiscales	13,1	11,6	11,3	28,4	20,4	15,0
DONS (en milliards)	65,2	92,3	127,0	131,7	110,2	59,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	218,2	285,6	329,2	412,3	431,2	559,9
DEPENSES COURANTES	110,9	137,9	133,8	139,9	213,1	295,2
salaires et traitements	44,3	48,9	56,2	61,5	73,3	87,0
intérêts de la dette publique	10,2	12,8	7,3	11,1	10,4	16,7
DEPENSES EN CAPITAL	107,2	147,7	195,5	272,4	218,0	264,8
sur financement interne	8,2	16,9	25,8	49,6	68,9	130,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-17,2	-31,9	-19,2	48,1	18,0	90,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-27,4	-44,8	-26,5	37,0	7,7	73,5
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-126,5	-175,6	-196,2	-185,8	-141,5	-60,7
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-110,6	-180,0	-194,2	-176,8	-141,7	-65,6
STOCK DETTE publique (en milliards)	578,2	652,6	722,4	812,1	855,6	899,3
dette extérieure	578,2	652,6	722,4	812,1	855,6	899,3
dette intérieure						
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	2,9	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
arriérés extérieurs	2,9	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
arriérés intérieurs					0,0	
critères de convergence						
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	2,0
taux d'inflation annuel moyen (en %)	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0
taux d'endettement public en % du PIB	46,1	47,1	45,7	34,8	27,7	24,8
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)						
Indicateurs						
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	78,5	84,5	73,2	71,4	66,4	69,3
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-2,3	-1,2	2,1	0,6	2,5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-	-3,8	-2,2	-15,1	-1,9	-7,9
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-35,1	-97,0	-49,7	-17,5	-13,2	-5,1
taux de pression fiscale (en %)	6,3	7,1	8,2	8,5	8,5	9,2
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-10,1	-12,7	-12,4	-8,0	-4,6	-1,7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-8,8	-13,0	-12,3	-7,6	-4,6	-1,8
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	1253,5	1385,3	1581,9	2331,3	3090,9	3625,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1253,5	1385,3	1355,1	1411,0	1638,6	1774,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	918,5	996,7	1138,9	1526,8	1658,4	1721,5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	11,5	8,5	14,3	34,1	11,3	4,0

Tableau 19 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	6 793,3	7 035,0	7 468,3	9 624,6	13 324,7	15 780,8
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 459,4	2 599,3	2 606,6	2 627,5	2 966,7	3 136,1
Sylviculture	265,5	248,6	240,3	274,2	237,0	265,7
Industries extractives	4 068,4	4 187,2	4 621,4	6 722,8	10 121,0	12 379,0
Secteur secondaire	2 357,8	2 560,7	2 664,0	2 780,1	3 078,8	3 468,7
Industries manufacturières	1 725,7	1 853,6	1 923,1	1 914,9	2 040,6	2 174,4
Bâtiments et Travaux Publics	398,0	428,9	448,2	494,8	551,4	614,9
Autres	234,1	278,2	292,6	370,4	486,8	679,4
Secteur tertiaire	5 633,6	6 074,4	6 250,5	6 592,9	7 042,1	7 576,7
Services marchands	4 419,8	4 750,0	4 873,5	5 148,4	5 516,5	5 959,2
Services non marchands	1 213,8	1 324,3	1 377,0	1 444,4	1 525,6	1 617,5
PIB au coût des facteurs	14 784,7	15 670,0	16 382,8	18 997,5	23 445,6	26 826,2
Droits et Taxes à l'importation	980,4	1 002,6	1 019,3	1 043,4	1 116,8	1 219,8
PIB aux prix courants du marché	15 765,1	16 672,7	17 402,1	20 040,9	24 562,4	28 045,9
PIB du secteur pétrolier	4 051,6	4 168,7	4 602,5	6 736,1	10 177,8	12 895,9
PIB du secteur non pétrolier	11 713,5	12 503,9	12 799,6	13 304,8	14 384,7	15 150,0
Secteur primaire	2 875,2	3 599,4	3 747,2	4 098,0	4 200,2	4 590,2
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 452,2	1 887,6	1 950,5	1 995,9	2 092,7	2 418,9
Sylviculture	303,7	238,5	235,2	247,1	239,0	255,0
Industries extractives	1 119,3	1 473,3	1 561,5	1 854,9	1 868,5	1 916,2
Secteur secondaire	1 616,2	2 460,5	2 521,2	2 664,2	2 780,8	2 939,9
Industries manufacturières	938,5	1 862,4	1 899,0	1 954,3	1 992,4	2 056,5
Bâtiments et Travaux Publics	453,2	371,3	383,1	416,5	454,4	485,0
Autres	224,6	226,7	239,1	293,4	334,0	398,5
Secteur tertiaire	3 795,5	4 490,4	4 774,7	5 053,7	5 319,7	5 576,0
Services marchands	2 618,7	3 298,0	3 539,4	3 755,9	3 958,8	4 161,6
Services non marchands	1 176,8	1 192,4	1 235,4	1 297,8	1 360,9	1 414,4
PIB au coût des facteurs	8 286,9	10 550,3	11 043,1	11 815,8	12 300,7	13 106,2
Droits et Taxes à l'importation	2 801,2	987,0	975,0	970,2	975,6	771,2
PIB aux prix constants du marché de 1992	11 088,1	11 537,3	12 018,1	12 786,1	13 276,3	13 877,4
PIB du secteur pétrolier	1 440,5	1 479,3	1 570,0	1 895,0	1 923,4	2 020,6
PIB du secteur non pétrolier	9 647,6	10 058,0	10 448,2	10 891,0	11 352,9	11 856,8

Tableau 20 : CEMAC : Ressources et Emplois**(en milliards de Fcfa)**

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	15 765,1	16 672,7	17 402,1	20 040,9	24 562,4	28 045,9
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	15 087,8	16 439,1	16 498,1	17 601,4	20 243,4	21 150,3
Consommation	9 778,9	11 076,3	10 914,7	12 041,7	13 781,2	13 897,8
Publique (Etat)	1 378,7	1 511,6	1 427,0	1 511,9	1 701,8	1 861,0
Privé	8 400,3	9 564,7	9 487,7	10 529,8	12 079,4	12 036,8
Investissements bruts	5 308,8	5 362,8	5 583,4	5 559,7	6 462,1	7 252,5
Formation brute de capital fixe	5 209,1	5 376,7	5 509,9	5 534,6	6 373,6	7 187,4
Publique (Etat et Ad.publiques)	839,3	860,2	816,5	1 143,1	1 203,0	1 618,9
Privé (Entreprises et menages)	4 369,9	4 516,5	4 693,4	4 391,5	5 170,6	5 568,5
Secteur pétrolier	1 991,5	1 731,2	2 010,4	1 619,2	2 297,8	2 540,1
Secteur non pétrolier	2 378,4	2 785,3	2 683,0	2 772,2	2 872,8	3 028,4
Variations des stocks	99,7	-13,9	73,5	25,1	88,5	65,1
EXPORTATIONS NETTES	677,3	233,5	904,0	2 439,6	4 319,1	6 895,6
Exportations de biens et services	6 850,1	6 846,0	7 412,0	9 601,6	13 056,0	16 828,7
Biens	6 247,8	6 241,9	6 764,1	8 951,4	12 370,8	16 082,5
Autres	7 411,9	7 876,2	8 127,7	9 559,9	12 583,8	15 079,1
Services non facteurs	602,4	604,1	647,9	650,2	685,2	746,2
Importations de biens et services	-6 172,8	-6 612,4	-6 508,0	-7 162,1	-8 736,9	-9 933,1
Biens	-3 526,8	-3 892,8	-3 578,8	-3 865,2	-4 842,4	-5 325,5
Services non facteurs	-2 646,0	-2 719,6	-2 929,2	-3 296,9	-3 894,5	-4 607,7
PRODUIT INTERIEUR BRUT	11 088,1	11 537,3	12 018,1	12 786,1	13 276,3	13 877,4
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	11 677,0	12 290,5	12 748,4	13 338,7	14 536,0	15 607,1
Consommation	9 050,0	9 674,8	9 904,3	10 331,1	11 130,1	11 745,8
Publique (Etat)	449,8	452,0	427,2	572,8	579,2	829,3
Privé	8 600,2	9 222,8	9 477,2	9 758,3	10 550,9	10 916,5
Investissements bruts	2 627,1	2 615,7	2 844,1	3 007,7	3 405,9	3 861,4
Formation brute de capital fixe	2 619,3	2 618,6	2 850,1	3 009,6	3 410,0	3 864,4
Publique (Etat et Ad.publiques)	449,8	452,0	427,2	572,8	579,2	829,3
Privé (Entreprises et menages)	2 169,6	2 166,6	2 422,9	2 436,8	2 830,8	3 035,2
Secteur pétrolier	890,8	660,8	941,9	930,5	1 237,9	1 365,7
Secteur non pétrolier	1 278,7	1 505,8	1 481,1	1 506,2	1 592,9	1 669,5
Variations des stocks	7,8	-2,9	-6,0	-1,9	-4,1	-3,1
EXPORTATIONS NETTES	-588,9	-753,2	-730,3	-552,7	-1 259,6	-1 729,8
Exportations de biens et services	2 161,9	2 268,8	2 438,1	2 793,4	2 883,1	2 991,3
Importations de biens et services	-2 750,9	-3 022,0	-3 168,4	-3 346,0	-4 142,7	-4 721,0